

Rapport d'activité

2024

exko

PRÉVENTION & SOIN EN ADDICTOLOGIE,
INCLUSION NUMÉRIQUE

CSAPA résidentiel Blannaves

551 Route de la Royale
30100 Alès

CAARUD Logos

1 Rue Bec de Lièvre
30900 Nîmes

**Service inclusion
numérique Solidarnet**

132 boulevard Talabot
30100 Alès

**CSAPA ambulatoire
Logos**

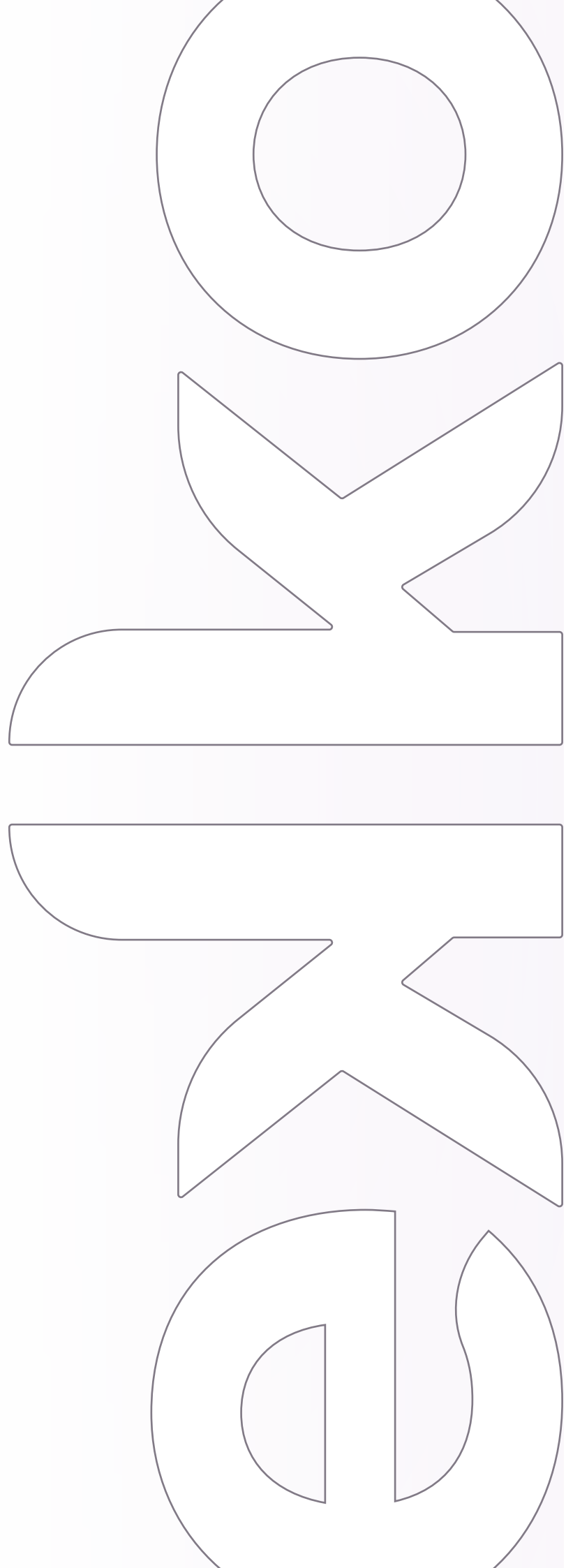
8 Rue Tédénat
30900 Nîmes

**Antenne CSAPA
ambulatoire LOGOS**

36 Rue du Faubourg de
Rochebelle - 30100 Alès

Antenne Solidarnet

20 boulevard Gambetta
30130 Pont-Saint-Esprit



SOMMAIRE

Mot du Président	4
Présentation	6
En résumé, Ekko c'est...	8

11 | L'addictologie

La réduction des risques et des dommages	12
Le soin ambulatoire	40
Le soin résidentiel	67
Des fonctions transversales stratégiques	87
PACQ : des projets sur 5 ans	91

93 | L'inclusion numérique

Environnement et stratégie du service	94
Présentation du service Solidarnet	96
Les actions	97
Perspectives du service pour 2025	103

105 | Les services transversaux

Bilan social	106
Service technique	108

111 | Focus partenariats

Objectifs poursuivis	112
Schéma des partenariats d'EKKO	114

117 | Ce qu'ils pensent d'Ekko

123 | Perspectives 2025

Mot du Président

“

2024 a clairement marqué un tournant décisif pour notre association, anciennement dénommée APSA30. Outre les activités quotidiennes, nous avons concrétisé plusieurs projets et avons passé brillamment le cap de l'évaluation de nos établissements à l'automne dernier.

Mieux, elle a aussi rayonné sur notre territoire et renforcé sa visibilité en fêtant publiquement ses 50 ans d'existence et d'actions durant toute une semaine avec à la clef près de 500 participants cumulés ! Appuyée par sa campagne de communication « TOUS ACCROS » diffusée sur l'ensemble du Gard, nous reviendrons sur cette belle réussite dans ce rapport d'activité.



En devenant Ekko, notre association a dû se repenser en profondeur. Notre changement de nom n'était pas une simple coquetterie cosmétique. Bien au contraire ! Plutôt une manière réfléchie et volontaire d'écrire la suite de l'histoire sur la base de nos convictions et dans la croyance de notre passé.

Les statuts de l'association que le Conseil d'Administration vient de formaliser lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire tenue en tout début d'année, rappellent que « l'association a été constituée à l'initiative du Pasteur Hubert PFISTER en vue de la création et de la gestion d'un lieu d'accueil de per-

sonnes toxicomanes.... Dans la conduite de son action, l'association Ekko se réfère aux valeurs humanistes, plus particulièrement, au respect et à la dignité de la personne humaine ainsi qu'à la solidarité avec les plus fragiles. »

C'est fort de ces valeurs que **notre association poursuivra avec force et détermination son engagement auprès des publics fragiles ou en situation de précarité.**

Lors du colloque organisé au Musée de la Romanité, nombre de participants ont relevé le risque d'un retour en arrière de la société française. Dès lors, notre responsabilité sera toujours d'affirmer notre présence, de renforcer encore notre utilité sociale, de participer à notre place à l'animation d'un débat public, de positionner la santé comme la première des sécurités en interrogeant les raisons des consommations plus que la criminalisation des personnes, de porter la voix de ceux que l'on n'entend pas, d'influer sur les politiques publiques afin de répondre au mieux à l'augmentation continue des besoins et des demandes...

Ekko au cœur de la société, Ekko acteur du « faire société ».

”

Bruno MANGIN,
Président de l'association Ekko.



Colloque «De la toxicomanie à l'addictologie, Ekko au cœur des pratiques depuis 50 ans», organisé au musée de la Romanité, à Nîmes



PRÉVENTION & SOIN EN ADDICTOLOGIE,
INCLUSION NUMÉRIQUE

Présentation

Créée en 1973, Ekko (anciennement APSA30 : Association pour la Prévention et le Soin en Addictologie) est une association loi 1901 qui œuvre depuis plus de 50 ans au soutien des personnes en difficultés sociales ou de soin, en vue d'une insertion digne.

L'association est aux côtés de chaque individu la sollicitant pour prévenir et soigner toutes les formes d'addictions : alcool, tabac, drogues, jeux et même écrans. Ekko s'engage aussi à réduire les inégalités créées par la transformation numérique. Elle oriente et guide les personnes dans leur parcours numérique : aide à l'emploi, ateliers pratiques, et accès aux services en ligne.

Concrètement et dans les faits, l'association Ekko assure plus particulièrement les missions suivantes :

- Accompagnement médical, psychologique, éducatif et social de toute personne souffrant d'addictions, usagère de drogues ou en situation de risque lié à une addiction
- Prévention et information relatives à toute forme d'addiction

➤ Réduction des risques et des dommages auprès d'utilisateurs de drogues

➤ Hébergement de personnes accompagnées dans un cadre collectif ou individuel

➤ Inclusion numérique visant à l'autonomie des personnes dans l'utilisation des outils numériques

➤ Insertion ou réinsertion de personnes en situation d'exclusion sociale découlant ou non d'une addiction.

Ekko accompagne les personnes et leurs proches en prenant en compte la singularité de leur parcours. Elle s'attache à porter la parole des usagers et à faire entendre un plaidoyer visant à provoquer des changements durables.

Pour cela, Ekko développe une offre diversifiée à travers la gestion d'établissements, le déploiement de projets et expérimentations. Ainsi, elle anime les établissements et services sociaux et médico-sociaux suivants :

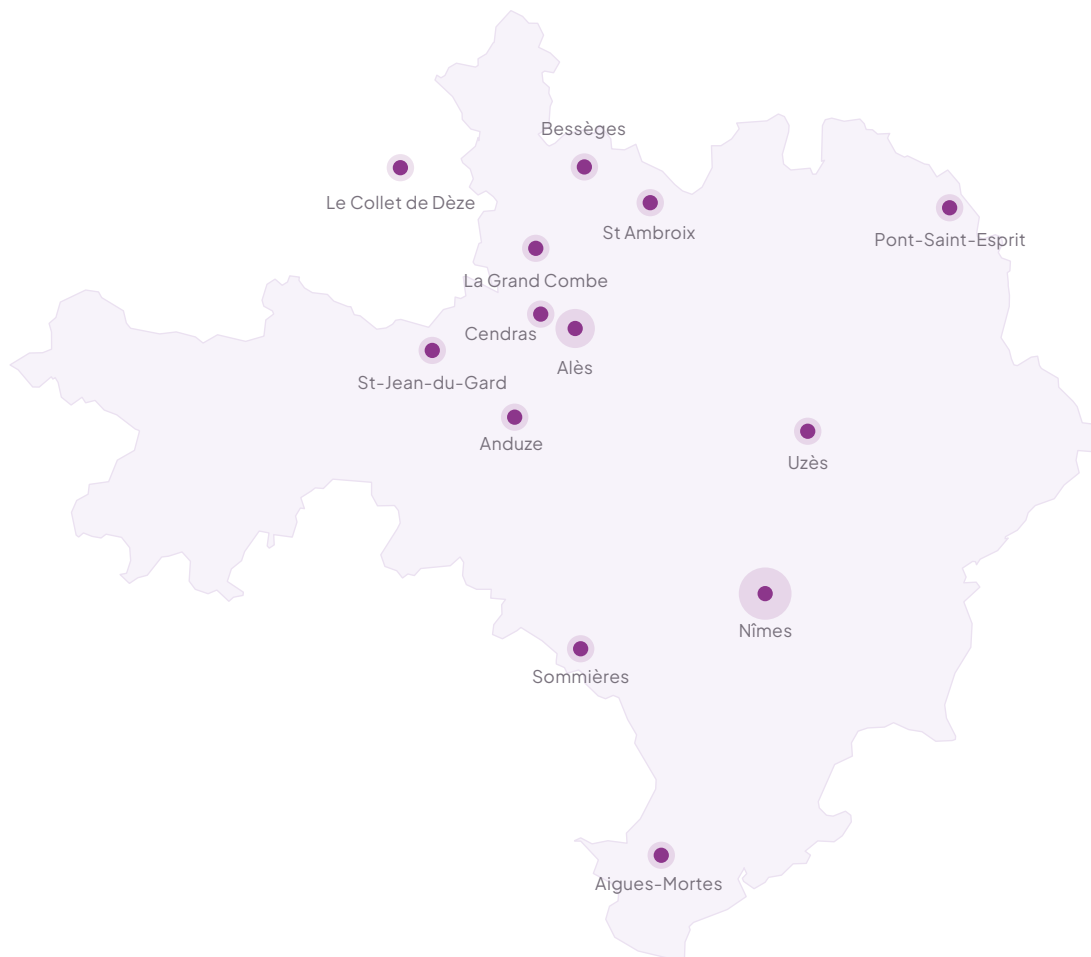
➤ Le Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogue (CAARUD) LOGOS.

➤ Le Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie ambulatoire (CSAPA) LOGOS et une Consultation Jeune Consommateur, établissement ayant un site d'intervention sur Nîmes et un site sur Alès.

➤ Le Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie résidentiel (CSAPA) BLANNAVES à Alès.

➤ 3 Microstructures Médicales Addictions (MSMA)

➤ Le service d'Inclusion Numérique Solidarnet labellisé « France Services » à Alès avec une antenne à Pont Saint Esprit.



En résumé,
Ekko c'est...

ekko

Une nouvelle identité « Ekko »

relayée par une campagne de communication et une semaine de festivité en Novembre 2024 attirant près de 500 participants cumulés.



Près de **70** salariés pleinement investis pour répondre aux besoins des personnes en situation de précarité.

2 027 personnes accueillies en ambulatoire, hébergement, dispositif TAPAJ et en CJC, représentant une augmentation de 208 personnes accueillies par rapport à 2023.

86% de taux d'occupation pour l'accueil collectif et près de **92%** pour les appartements (+7%) traduisant un succès pour ce dispositif de prise en charge.

Plus de **200** patients accueillis dans nos 3 microstructures médicales issues du dispositif lancé 2019.

4015 passages au CAARUD
en 2024 contre 2571 en 2023.

21 jeunes bénéficiaires du
dispositif TAPAJ retrouvant une
démarche d'insertion sur les 29
chantiers réalisés représentant
350 heures de travail.

Plus de **700** personnes
accompagnées sur des questions
d'inclusion numérique par le
service Solidarnet.

- Ouverture d'une antenne
à Pont-Saint-Esprit et
- Labellisation « France Services »
du service d'inclusion numérique.

170 séances d'ateliers
numériques pratiquées
« hors les murs ».

28 326 seringues et 7 306 pipes
à crack distribuées au total par le CAARUD.

Des accompagnements quotidiens
(CJC, intervention en milieu festif
et carcéral, ...), des projets (PES,
RING, ...) et expérimentations
(accueil des personnes
vieillissantes sous addictions, ...).



Près d'une quarantaine de
partenariats avec des acteurs
locaux, régionaux et nationaux.



Nos services

L'addictologie

➤ La réduction des risques et des dommages	12
➤ Le soin ambulatoire	40
➤ Le soin résidentiel	67
➤ Les fonctions transversales	87

La réduction des risques et des dommages

Présentation du CAARUD Logos



Le Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) s'adresse aux personnes consommatrices de produits psychoactifs illicites. Cette population peut s'exposer à des risques qu'ils soient sanitaires et/ou sociaux que ce soit par le produit lui-même ou son mode de consommation.

L'équipe du CAARUD est composée d'une Infirmière diplômée d'Etat à 0.8 ETP et de 4 ETP d'éducateurs spécialisés dont 0,5 ETP dédié à TAPAJ (Travail Alternatif Payé A la Journée).

Les missions du CAARUD sont définies par le Décret n° 2005-1606 du 19 décembre 2005 du code de la santé publique qui sont :

- D'accueillir collectivement et individuellement les usagers,
- De conseiller sur les risques de contaminations et d'infections,
- D'inciter au dépistage et à la vaccination,
- De proposer l'orientation et l'accompagnement vers des spécialistes, des centres de santé et le CSAPA Logos,
- De mettre à disposition du matériel de réduction des risques et des dommages liés à l'usage de drogues,
- De soutenir les usagers dans l'accès aux soins, au droit commun, au logement et à l'insertion ou la réinsertion professionnelle,
- De développer des actions de médiation sociale,
- De participer au dispositif de veille sanitaire.

Le CAARUD Logos – Ekko favorise l'expression et la participation des usagers au travers de réunions d'expressions organisées tous les trimestres et de groupes de travail collaboratif.

Les accueils

En 2024, la file active du CAARUD Logos est de 245 personnes tous types d'accueils confondus, dont 66 femmes. Cependant ce chiffre ne prend pas en compte les usagers de passage, leurs venues étant trop occasionnelles pour pouvoir les identifier. Nous enregistrons 4 015 passages. Cela représente une augmentation de 62 usagers par rapport à l'année précédente (183) et de 1 444 passages en plus (2 571 en 2023).

L'accueil collectif

Contrairement à l'année passée où l'on notait une baisse de l'activité, l'année 2024 montre une augmentation sur l'ensemble des prestations proposées par le CAARUD. Celle-ci s'explique par la réintégration de l'équipe dans ses locaux au 1 rue Bec de Lièvre à Nîmes qui a permis de reprendre son activité dans de meilleures conditions.

Prestation	2024	2023	
Douche	580	172	↗
Machine	420	132	↗
Sèche-linge	255	120	↗
Attribution de casier	16	0	↗
Utilisation de téléphone / internet	292	262	↗
Billets de cinéma	49	8	↗

L'accueil femmes

Concernant l'accueil spécifique femmes, qui est proposé le jeudi après-midi, 27 usagères ont effectué 111 passages.

Cette année, nous avons organisé un séjour femmes, en collaboration avec le CAARUD Aides d'Alès et celui de Toulouse. Le but de ce séjour était de promouvoir la santé et le bien-être auprès des femmes consommatrices de produits psychoactifs fréquentant nos structures.

Nous avons, dans un premier temps, organisé plusieurs visioconférences entre nos trois structures afin de déterminer ensemble le contenu du programme et l'organisation du séjour. Nous avons pris en compte les retours des usagères pour améliorer le week-end, à savoir pouvoir passer une nuit et amener les animaux.

Dix femmes ont pu bénéficier de ce séjour, dont 2 venant du CAARUD Logos. Au programme, plusieurs ateliers étaient prévus : socio esthétique, friperie gratuite, groupe de parole, théâtre, etc...

Malgré quelques difficultés pour certaines à respecter une temporalité, le séjour s'est globalement bien passé. Les femmes expriment un retour positif de cette expérience, notamment sur le choix du lieu (vue sur la mer).

Les intervenants associés

SOCIO-ESTHÉTIQUE

Morgane, la socio-esthéticienne, continue ses venues tant sur le CAARUD Femmes que sur l'accueil mixte à raison d'une fois par mois. **89 actes au total ont été réalisés** (53 sur l'accueil femme et 36 sur l'accueil mixte). La socio-esthétique s'est développée au sein des services de l'association Ekko depuis 2016, en démarrant à Nîmes, par une activité orientée pour les femmes du CAARUD uniquement. Par la suite elle s'est étendue à l'ensemble des services, incluant à ce jour une grande partie de la gente masculine.

Cette activité, sous forme de séances individuelles, est connue par l'ensemble des professionnels de l'association. Ceux-ci orientent les personnes accueillies, pour leur proposer une notion de bien-être, dans le cadre d'un accompagnement pluridisciplinaire. Un temps d'échange est prévu en fin de session.

Morgane Bauvais-Ghislain est présente 1/2 journée par mois au sein du CAARUD et peut recevoir en moyenne 4 personnes sur un temps de soin d'environ 45 minutes.

Les séances offrent aux personnes un lieu d'accueil par une professionnelle extérieure au cadre éducatif et soignant. À travers une approche différente et complémentaire, elles répondent à un besoin spécifique de renouer avec son corps, de valoriser l'estime de soi, la confiance en soi et d'améliorer le bien-être et la détente. Cela permet de rendre possible un lien qui se tisse dans la confiance et l'adaptabilité de chacun. Elles proposent un temps d'échanges, de respiration, de soin corporel et de relaxation guidée favorisant la conscience du corps.

SAGE-FEMME

En Octobre 2023, un poste de sage-femme a été ouvert au sein du CSAPA et CAARUD Logos à Nîmes. Suite à l'obtention d'un DIU «Périnatalité et addictions» et un stage au sein du CAARUD, j'ai intégré l'équipe en réalisant 2 vacations par mois :

- Lors d'une demi-journée (jeudi après-midi) «accueil femmes» au sein du CAARUD en consultations libres. En 2024, les vacations au CAARUD se sont tenues entre Janvier et Avril, date de mon départ en congé maternité.
- 4 demi-journées au sein desquelles, 5 patientes ont pu bénéficier de consultations, certaines déjà rencontrées sur la fin 2023.

Parmi les actes réalisés lors de ces 5 consultations, nous retrouvons :

- 1 pose d'implant contraceptif,
- 4 examens gynécologiques de prévention,
- 1 changement de dispositif intra utérin (retrait suivi de pose d'un nouveau DIU),
- 1 prescription de contraception d'urgence,
- 1 frottis de dépistage,
- 1 test de dépistage d'infection sexuellement transmissible.

En périphérie de ces actes médicaux, nous avons eu de nombreuses discussions permettant d'échanger sur les pratiques professionnelles respectives et ainsi réfléchir à la diffusion des informations concernant ma venue.

De plus, une rencontre avec le médecin référent de la maison des femmes du CHU de Nîmes ainsi qu'avec le centre de santé sexuelle a été réalisée. J'ai pu également participer au staff de périnatalité au CHU de Nîmes en Avril 2024 afin de présenter mon action auprès des acteurs de la périnatalité.

Les liens établis avec les patientes ont également été très enrichissants.

Cette action sera pérennisée dès Janvier 2025, avec l'objectif de poursuivre l'action de consultation et développer les liens avec les partenaires.

Le CEGIDD vient également sur le lieu d'accueil environ une fois par trimestre. C'est l'occasion pour les consommateurs de bénéficier des dépistages et des vaccinations proposées par l'équipe du CEGIDD. En 2024, il y a eu 10 dépistages et 17 vaccinations. Ces actions sont coordonnées par l'infirmière du CAARUD.

L'activité infirmière

Concernant le travail infirmier :

Soins	2024	2023	
Constantes	28	41	↘
Plaies	23	43	↘
Céphalées	3	32	↘
Douleurs Digestives	3	5	↘
Soins des pieds	12	3	↗
Fibroscan	35	0	↗
Entretiens	82	68	↗

De par ce comparatif, nous pouvons noter :

- Une baisse des soins de plaies. Est-ce une conséquence d'un mode de consommation différent ? Les usagers se tourneraient-ils davantage vers l'inhalation que vers l'injection Intra-Veineuse ?
- L'augmentation des soins de pieds peut s'expliquer par la précarisation du public.

L'infirmière du CAARUD, ayant été formée en mars 2024, a pu effectuer des Fibroscan pour dépister les fibroses hépatiques.



« Une photo montrant à quel point nous nous adaptions quels que soient les locaux mis à disposition, quel que soit le public (barrière de la langue, culture ou autres). C'est ce type d'action qui rend aussi ce métier très intéressant et enrichissant : faire avec les moyens du bord, oublier son confort, les rencontres qui sortent des sentiers battus... »

L'activité réalisée sur le CAARUD

En 2024 l'équipe du CAARUD Logos a réalisé 561 actes d'accompagnements sociaux répartis comme tel :

336 actes
sur l'accueil collectif

140 actes
sur l'accueil individuel

85 actes
sur l'accueil femmes

Dans le cadre de ses missions le CAARUD Logos accompagne les personnes vers le droit commun. Ce qui se traduit par l'amorce et le soutien dans les démarches administratives. Les actes réalisés concernent principalement l'ouverture et le maintien des droits, l'accès à l'emploi et la formation, l'accès et le maintien dans le logement. D'autres types de démarches peuvent être réalisées si nécessaire. Les chiffres se détaillent de la sorte :

Prestations sociales	2024
Démarches d'accès aux droits	273
Démarches liées au logement	76
Démarches d'accès à la formation et l'emploi	67
Autres démarches sociales	145

La

Oltre sa mission d'accès aux droits, la Réduction des Risques et des Dommages (RdRD) est l'une des actions principales du CAARUD avec 2 696 actes réalisés de RdRD dont 1 601 actes de délivrance.

Depuis plusieurs années le CAARUD Logos est engagé dans la délivrance et l'information d'E-cigarette afin de réduire les risques liés au tabac. Nous avons par ailleurs une convention avec la Vape du cœur qui nous permet de mettre à disposition du matériel de vapotage.

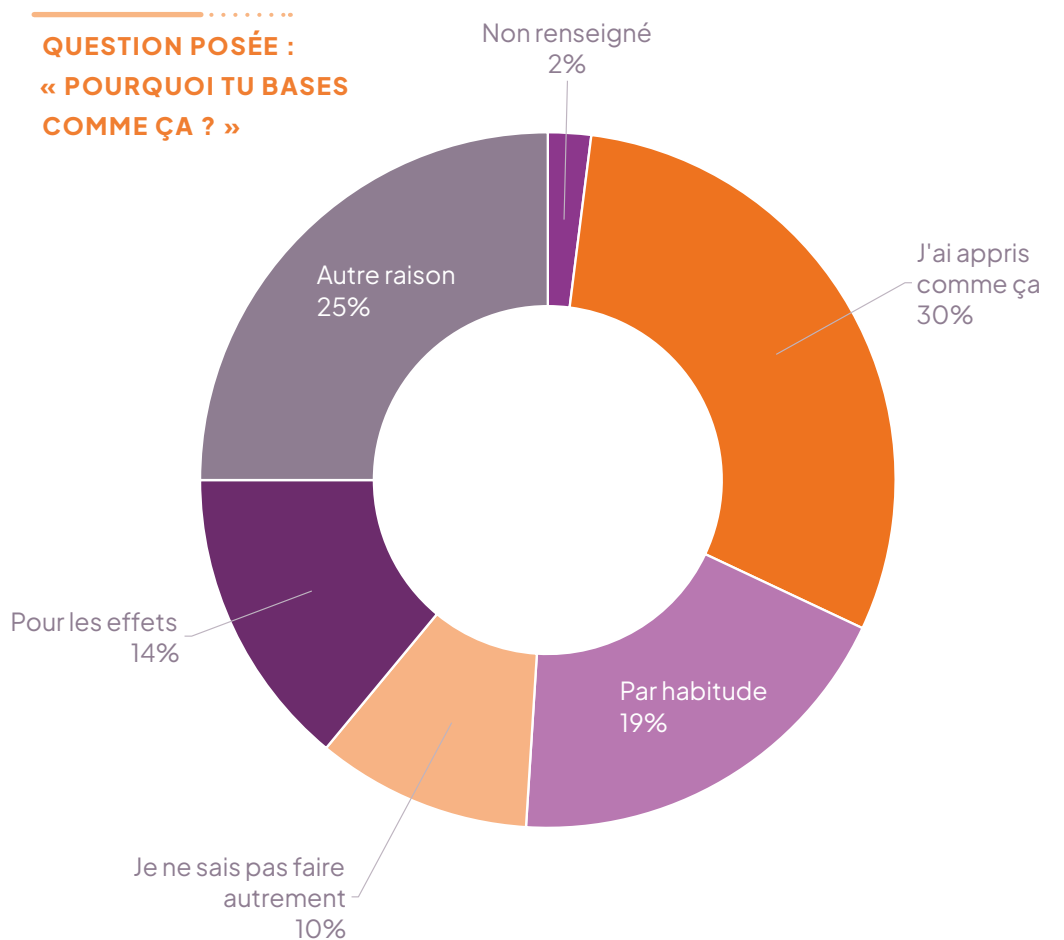
Concernant le matériel distribué, le CAA-RUD a fourni 28 326 seringues sur le lieu d'accueil et/ou sur le lieu de vie des personnes. Nous notons une forte augmentation du nombre de seringues récupérées. En effet, nous sommes passés de 3 188 à 14 262 ! En équivalence, cela représente 285 litres.

L'année 2024 a été marquée par une augmentation impressionnante de la consommation de cocaïne, notamment basée (le « crack »). Nous sommes passés de 1 262 pipes à crack distribuées en 2023 à 7 306 en 2024. 60,8 % des usagers du CAARUD consomment de la cocaïne (nous étions à 22,5 % en 2023) ce qui confirme la grande disponibilité de ce produit et la baisse des prix (60 euros en moyenne le gramme).

Nous avons proposé un questionnaire aux usagers qui basent afin de les sensibiliser à l'utilisation du bicarbonate de soude plutôt que l'ammoniaque.

22 personnes basent à l'ammoniaque soit un usager sur deux, 10 au bicarbonate et 11 font les 2, 1 personne n'a pas répondu.

Sur 59 réponses (choix multiples), les raisons qui sont le plus souvent évoquées sur la free-base à l'ammoniaque sont :



Les résultats sont également l'occasion d'amorcer un travail de réflexion avec les laboratoires sur le matériel de réduction des risques lié à l'inhalation. Nous souhaitons mettre en place des ateliers spécifiques sur cette question début 2025 en coanimation avec les usagers.

Détail délivrance de matériel

INHALATION

Matériel	2024	2023
Pipes à crack	7 306	1 262
Aluminium	521	151
Filtres inox	9 514	-
• Mono-doses de bicarbonate	2 673	

NOUVEAU MATÉRIEL EN 2024

INJECTION

Soit 28 326
seringues au total

Matériel	2024	2023
Seringues	22 960	18 167
Kit Expert (2 seringues)	2 683	1 454
Cups	8 908	2 504
Eau PPI	10 788	6 806
Crèmes hydramil	8 738	-
Tampons alcool	24 804	13 121
Filtres	5 347	5 102

SNIFF

Matériel	2024	2023
Roule ta paille	4 755	1 758
Sérum physiologique	2 360	1 240
• MAD/Atomiseur	49	

NOUVEAU MATÉRIEL EN 2024

.....
SEXUALITÉ

Matériel	2024	2023
Préservatif	6 098	1 314
Gel lubrifiant	1 002	734

L'aller-vers et le hors les murs

Les missions du CAARUD ne sont pas seulement intra-muros, le travail hors les murs et plus spécifiquement l'aller-vers est une pratique qui se développe. Celle-ci consiste à faciliter l'accès aux consommateurs en mettant à disposition des moyens de proximité. L'aller-vers peut se décliner de diverses manières.

Programme d'échange de seringues en pharmacies

Les objectifs du programme initié en 2008 sont toujours les mêmes. À savoir, réduire les risques sanitaires et prévenir les dommages liés à la consommation de substances psychoactives par voie intraveineuse.

En effet, le matériel donné est moins réutilisé que lorsqu'il est vendu. De plus le maillage territorial et les temps d'ouverture des pharmacies offrent la possibilité aux usagers de se fournir gratuitement en matériel d'injection. Ce n'est pas à proprement parler un programme d'échange de seringues, mais la mise à disposition d'un outil de RdRD : le Kit Exper'.

14 844 Kit Exper' ont été distribués aux officines en 2024 par le CAARUD Logos, soit 29 688 seringues. Le partenariat se définit par la délivrance de matériel au moins une fois dans l'année. Cela représente également 337 contacts répartis en 141 appels et 196 visites.

CAARUD Logos

113 pharmacies

CSAPA La Draille

Secteur le Vigan

10 pharmacies

CAARUD Riposte

Secteur Gard Rhodanien

36 pharmacies

Au total, sur l'ensemble du département, ce sont donc 159 pharmacies partenaires.

Des Comités Techniques (COTEC) avec ces établissements sont organisés afin d'harmoniser nos pratiques, d'élaborer de nouveaux outils communs (un flyer), ainsi que de préparer le Comité de Pilotage annuel (COPIL). Le COPIL réunit une fois par an des officines partenaires, l'ordre et le syndicat des pharmaciens, la CERP, des usagers ainsi que l'Agence Régionale de Santé.

Nous travaillons toujours avec le répartiteur la CERP. Ce sont 7 104 Kit Exper' qui ont été livrés par ce dernier. Le projet de

collaborer avec OCP est toujours d'actualité car de nombreuses pharmacies travaillent avec ce répartiteur. Nous espérons qu'il sera effectif en 2025.

L'annuaire national des PES en pharmacies du RESPADD a également été réactualisé. Nous allons continuer de maintenir voire de développer encore un peu plus ce programme en optimisant la répartition des secteurs.

Afin d'élargir la gamme d'accès au matériel d'injection, deux Distriboxs (échangeurs et récupérateurs de kits d'injection stériles à usage unique) sont disponibles sur le territoire Nîmois.

Les Distriboxs, nouvelle action 2024

Suite à son installation sur Alès, le CAARUD Aides nous a laissé la gestion des deux Distriboxs nîmois. Ces deux automates, parmi les premiers implantés en France, ont été installés en 1993 pour l'un et en 1994 pour le second.

Les premiers réassorts ont commencé le 14 février. A partir de cette date, ce sont 46 interventions qui ont été réalisées sur place, avec 282 Kits Exper' 1 ml approvisionnés. 14 pannes diverses ont été constatées et réparées.

Emplacement	Nb de visites	Nb de kits	Nb de réparations
Saint Baudile	31	179	6
Pompidou	15	103	8

Par rapport à leur localisation géographique une quarantaine de minutes à pied sont nécessaires pour s'y rendre (l'un se trouvant près de l'église Saint Baudile, l'autre sur l'avenue Georges POMPIDOU). 10 à 15 minutes sont nécessaires pour le remplissage et les tests de bon fonctionnement de l'ensemble du Distribox. Chaque intervention nécessite donc environ 1 heure de mobilisation des professionnels. Ce temps ne prend pas en compte les pannes. Le Distribox Saint Baudile bénéficie de la proximité des locaux de la rue Notre-Dame, qui entraîne des visites plus fréquentes.

Ces pannes sont d'origines diverses. Si les plus fréquentes relèvent du bourrage de kits (un carton qui descend de travers et bloque le mécanisme) et se résolvent en 5 minutes, d'autres pannes nécessitent un démontage du mécanisme pour une réparation sur place. Dans les cas les plus compliqués, une partie de l'appareil doit être ramenée dans nos locaux. Certaines pannes semblent résulter d'une action humaine. Dans ces derniers cas, nous estimons qu'il s'agit souvent d'un mauvais usage (utilisation de pièces inadaptées) ou d'une forme d'impatience liée au besoin d'obtenir le matériel souhaité (exemple de l'utilisation d'un bout de bois au lieu d'une seringue pour « actionner » le récupérateur). Rien ne permet d'indiquer en tout cas qu'il s'agisse d'actes de détérioration volontaires.

Le CAARUD Logos a acheté 500 jetons au format accepté par les Distribox à DIFCAA, le prestataire de l'association SAFE. 250 de ces jetons ont été donnés au CAARUD Aides d'Alès. Le reste est à disposition en libre-service sur le CAARUD Logos et chez nos partenaires.

Un chantier TAPAJ de 4h00 a eu lieu afin de « nettoyer » les deux automates en septembre (retrait des visuels usagés, nettoyage des « grafs » et lustrage). De nouveaux visuels autocollants doivent être installés.

Festif 2024

Les environnements festifs sont propices à des comportements à risques, notamment en ce qui concerne les consommations de substances psychoactives licites et illicites. Les interventions de réduction des risques et des dommages, menées par les professionnels du CAARUD, permettent de sensibiliser le public aux dangers potentiels associés à ces comportements, favorisant ainsi des choix éclairés et responsables.

Les événements festifs attirent une population diversifiée, notamment des jeunes adultes souvent moins enclins à rechercher des informations sur la santé et les consommations. La présence de professionnels dans ces espaces offre une opportunité de diffuser des messages de prévention et de réduction des risques adaptés et accessibles. Plusieurs modalités peuvent être proposées telles que des espaces de repos (de type « Chill out »), des conseils de RdRD, des stands, des maraudes ou encore un espace de réassurance.

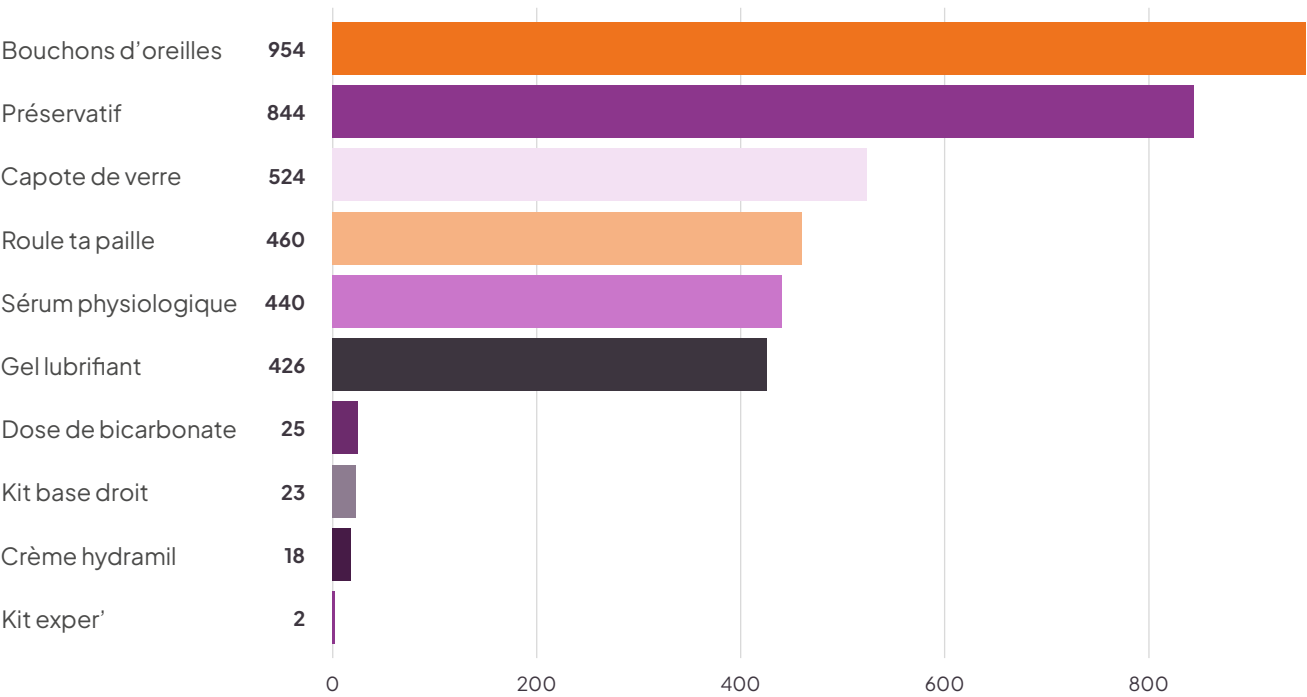
Cette approche contribue à développer une culture de réduction des risques en milieux festifs. Nous avons de plus en plus de sollicitations pour la tenue d'un stand ou bien de mise à disposition de matériel, preuve que les mentalités changent.

En somme, le travail en milieu festif constitue un levier essentiel pour les professionnels du CAARUD. Il permet non seulement de prévenir les risques et de protéger les usagers, mais également d'accompagner les individus dans leur parcours. Cette approche proactive et intégrée est fondamentale pour réduire les risques liés à la consommation de substances dans des contextes festifs, contribuant ainsi à un environnement plus sûr pour tous.

En Juin 2024, l'Agence Régionale de la Santé du Gard et de la Lozère sollicitent notre association Ekko pour intervenir sur une Free party en cours aux environs de Langogne. Les secours ont estimé entre 4 000 et 10 000 personnes présentes, avec des sons venus de toute l'Europe. Le CAARUD AXESS était présent sur l'ensemble du week-end. Cependant l'événement se prolongeant il n'a pas été possible pour eux de continuer l'action. L'équipe du CAARUD ainsi que celle du CSAPA Logos Ekko ont été mobilisées afin de répondre aux besoins. Cette réactivité des équipes montre l'engagement de l'association concernant la réduction des risques et des dommages en milieu festif.

Coté chiffres, l'année 2024 se résume à 3 interventions de l'équipe sur le terrain et 2 formations auprès de jeunes pour pouvoir tenir un stand en milieu festif. Nous avons également pu donner à deux reprises du matériel de réduction des risques à des usagers relais pour qu'ils puissent assurer un stand sur leurs événements.

MATÉRIEL DÉLIVRÉ EN MILIEU FESTIF



Pour l'année 2025, nous souhaiterions pouvoir relancer le collectif festif gardois, intervenir davantage en collaboration avec le CAARUD AXESS (Montpellier / Occitanie) et reprendre des formations pour les bénévoles.

Les maraudes

En 2024, nous avons effectué 8 maraudes. 7 se sont déroulées sur Nîmes (principalement dans le centre-ville et autour de la gare) et une au Grau du Roi.

Le principe d'aller-vers favorise la rencontre des personnes éloignées de nos structures. En se rendant sur le lieu de vie des consommateurs, l'équipe peut évaluer la réalité des usagers et de leur environnement.

Afin d'assurer la sécurité et de répondre au mieux à nos missions de RdRD, un binôme part avec un sac à dos contenant du matériel de consommations à moindre risques. L'idée est de rencontrer des usagers connus par le CAARUD ou non. L'entrée en matière est simple : après nous être présentés nous essayons d'engager la discussion. Dans ce cadre-là, nous avons eu 109 contacts. Les profils rencontrés sont souvent des hommes, d'environ 45 ans, très marginalisés.

La problématique alcool est omniprésente et la présence de troubles psychiatriques assez fréquente. A part les personnes déjà accompagnées par le CAARUD, nous rencontrons peu d'usagers de drogues illicites.

Le manque de régularité dans cette action ne permet pas d'avoir un impact satisfaisant, l'équipe réfléchit donc à un fonctionnement qui permettrait d'y remédier. De plus, la répétition des maraudes sur un temps identifié favoriserait le repérage de ce mode d'intervention par les usagers. Afin d'optimiser ces maraudes et faciliter l'accès aux soins de ces personnes un binôme CSAPA / CAARUD pourrait être envisagé. Il permettrait de favoriser le transfert de compétences ainsi que la pluridisciplinarité. Un partenariat plus efficient avec la Croix-Rouge Française et plus spécifiquement avec l'équipe du Samu Social serait également une piste à explorer pour 2025.

L'aller-vers nous amène à accompagner des personnes éloignées physiquement de nos structures et n'ayant pas les moyens de s'y rendre.

ACCOMPAGNEMENT HORS LES MURS (VIGNETTE CLINIQUE – LÉO)

Léo, injecteur de Subutex est connu de notre service depuis 2021. Il nous a été orienté par un autre CAARUD. Son véhicule étant en panne, il ne pouvait se déplacer pour s'approvisionner en matériel de RdRD. Nous avons donc convenu avec lui d'un premier rendez-vous à son lieu de vie.

Léo vit seul avec son chien en camion, dans la campagne uzétienne. Il travaille de temps en temps sur des chantiers ou sur des activités agricoles et touche le RSA. Son mode vie particulier, nécessite d'adapter notre pratique notamment en nous déplaçant sur son lieu de vie.

Léo nous contacte par SMS sur le téléphone du CAARUD. Il nous communique le matériel dont il a besoin et nous convenons d'un rendez-vous dans les jours qui suivent, selon nos possibilités.

➤ Cette approche nous permet de riches échanges avec Léo qui ne manque pas de nous parler de son quotidien et de ses consommations. Au cours de l'année 2024, nous avons procédé à 12 livraisons importantes de matériel de RdRD. À ce jour, Léo ne souhaite pas modifier ses pratiques d'injection. Il exprime tout de même parfois une volonté certaine d'arrêter sa consommation de Subutex.

Le quartier semi-liberté

Un jeudi matin par mois un atelier autour des questions liées à la santé des consommateurs est proposé au Quartier Semi-Liberté (QSL) rattaché à la maison d'arrêt de Nîmes.

Ce dernier se réalise en partenariat avec AIDES. Jusqu'ici quatre thématiques étaient abordées, une cinquième a été créée fin 2024, afin d'élargir et diversifier les sujets :

MALADIES DU FOIE

Cet atelier a pour objectif d'améliorer les connaissances des personnes sur l'organe du foie mais également de pouvoir échanger autour des représentations de chacun. La présence d'un professionnel de santé et du fibroscan sur ce temps offre l'opportunité de réaliser cet examen à la suite de l'atelier et ainsi de faire bénéficier les détenus d'un entretien de santé individuel au sujet du foie.

DEMAIN JE SORS

Afin de favoriser l'autonomie des détenus lors de leurs sorties et ainsi améliorer leur accompagnement, un atelier sur la question des lieux ressources a été élaboré. Au travers de vignettes les thématiques des consommations et des orientations les concernant sont abordées.

RDRD ALCOOL

L'alcool est un produit largement consommé. Néanmoins, les risques encourus ne semblent que peu connus. Afin d'y remédier, un atelier s'est avéré nécessaire. Même s'il n'a été réalisé que 2 fois sur l'année 2024, le sujet amène d'importants débats et permet à chacun de s'exprimer sur son vécu et ses idées reçues.

Les chiffres de 2024 sur le QSL

9 Ateliers réalisés dont 1 sur le secteur femmes

67 participations dont 4 femmes

5 TROD

14 fibroscans réalisés au sein du QSL

5 détenus ayant bénéficié des ateliers se sont rendus dans les locaux du CAARUD LOGOS

RDRD PRODUITS PSYCHOACTIFS

L'objectif étant toujours de favoriser l'expression des personnes et d'améliorer leurs connaissances, cet atelier s'oriente sur les produits psychoactifs, les différents modes de consommations ainsi que sur la RdRD associée.

SANTÉ SEXUELLE – IST

Un cinquième atelier a été pensé afin d'aborder la question de la santé sexuelle, des pratiques, des IST et principalement la question du VIH. Il est également le lieu pour proposer du dépistage rapide et pouvoir orienter sur les différents lieux ressources. Cet atelier permet de parler des représentations et d'informer les personnes sur les nouveaux traitements et modes de contaminations ainsi que les protections adaptées à chacun.

TAPAJ



Le Travail Alternatif Payé À la Journée est une innovation médico-sociale soutenue par l'Etat qui en accompagne sa couverture nationale. TAPAJ permet aux jeunes de 16 à 25 ans en situation de précarité, de reprendre le contrôle de leur vie et de prévenir leurs conduites addictives via un accompagnement global (médico-psycho-social) et une activité professionnelle payée à la journée ne les engageant pas immédiatement sur la durée. TAPAJ en tant qu'alternative à un environnement défavorable (mendicité, assistanat, larcin, actes de délinquance ou de prostitutions...) est le premier marche-pied vers les dispositifs de droit commun.

Les chantiers en 2024



29

Chantiers



350

Heures de travail

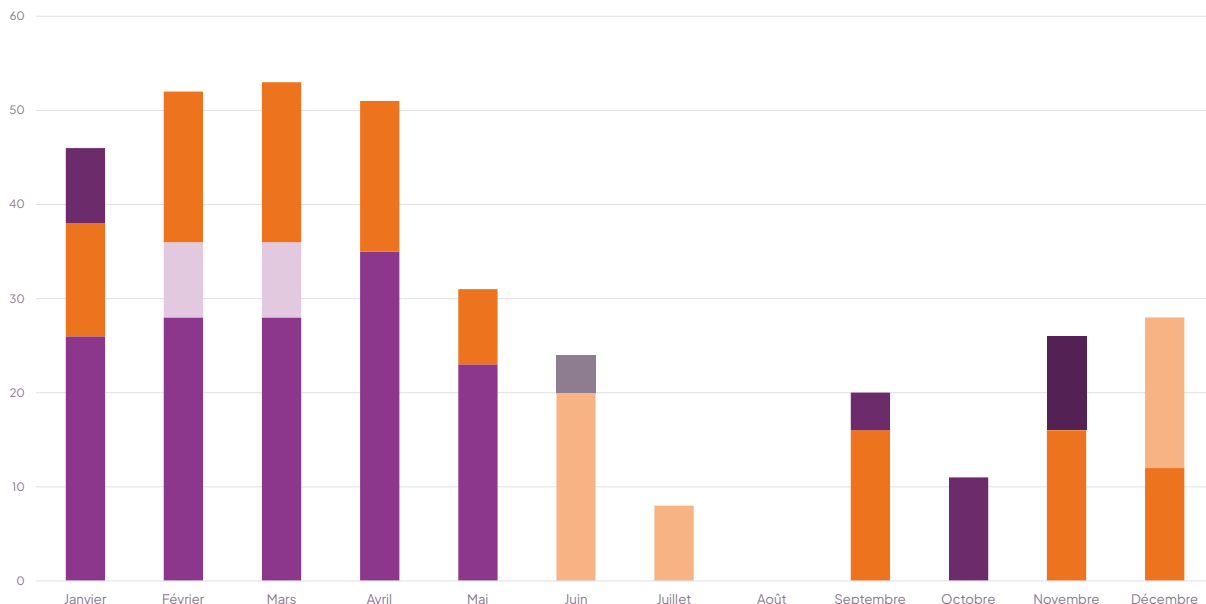


89

Participations

Typologie des chantiers

NOMBRE D'HEURES



Mission MILDECA
Protoxyde d'azote

Peinture

Nettoyage écologique
de véhicule

Espaces Verts

Manutention

Boulodrome

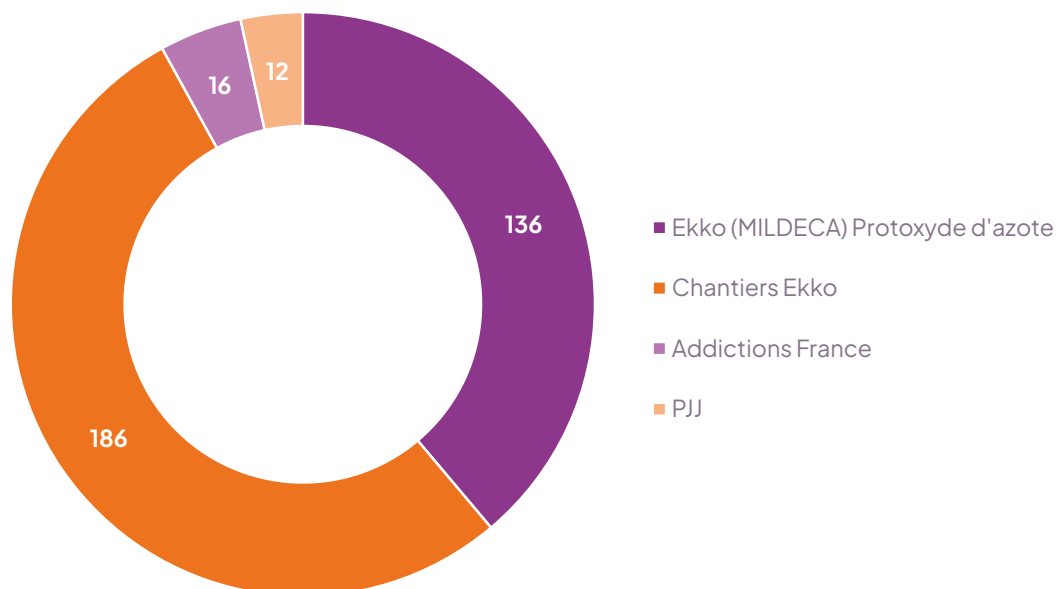
Stand TAPAJ

Quasi-exclusivement fondée sur des chantiers créés et réalisés au sein d'Ekko (334 heures de travail au total), l'activité TAPAJ repose en 2024 pour plus d'un tiers sur les plateaux de nettoyage du parc automobile (30 % des heures effectuées) et sur une mission de ramassage de bouteilles de protoxyde d'azote financée par une subvention de la MILDECA (39 % de l'activité).

2024 a permis de mettre en œuvre deux types de chantiers inédits. Deux plateaux de peinture ont ainsi été réalisés en février et mars, et deux Tapajeurs ont tenu un stand de présentation du dispositif TAPAJ à l'occasion du cinquantenaire d'Ekko.

Financeurs et Donneurs d'ordre

(en h de chantiers)

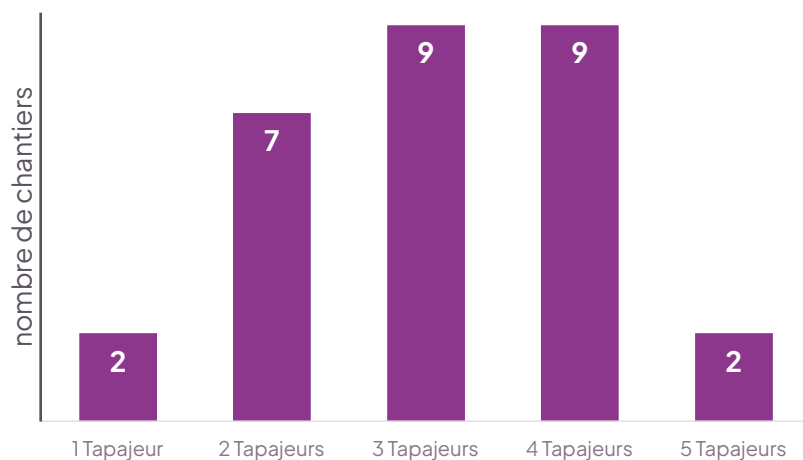


On remarque une forte dynamique sur le premier semestre 2024, qui a permis la réalisation de 22 chantiers pour 265 heures travaillées, soit 76 % de l'activité sur ces deux indicateurs.

L'explication première de ce constat repose sur les chantiers « MILDECA » pour le ramassage de bouteilles usagées de protoxyde d'azote, qui ont pu être planifiés plusieurs semaines à l'avance et qui, réalisés sur Nîmes, nécessitaient peu de moyens. Le bilan de cette mission se révèle ainsi être positif en termes d'heures de travail, à défaut d'avoir donné satisfaction dans sa réalisation (voir infra).

Un des objectifs principaux reste donc de parvenir à trouver des chantiers récurrents, sur de longues périodes, dans le cadre de contrats ou de conventions. Les démarches engagées avec le bailleur social ERILIA sur une activité de collecte d'encombrants, avec un entretien croisé entre TAPAJ Nîmes, TAPAJ France et le directeur régional d'ERILIA et une visite de chantier doivent être poursuivies en 2025. Le conventionnement avec la PJJ (voir infra) participe aussi partiellement à ce mouvement.

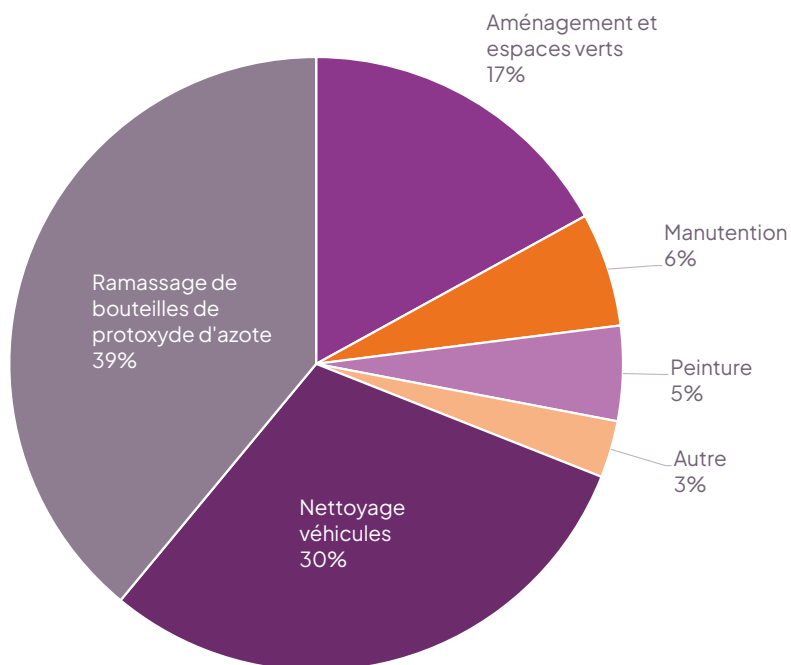
NOMBRE DE PARTICIPANTS PAR CHANTIER



RATIO D'ABSENTÉISME 12.5 %

Sur 88 inscrits, 11 absents, dont 4 ont pu être remplacés le jour même.

TYPE DE CHANTIERS



Le Tapajeur 2024

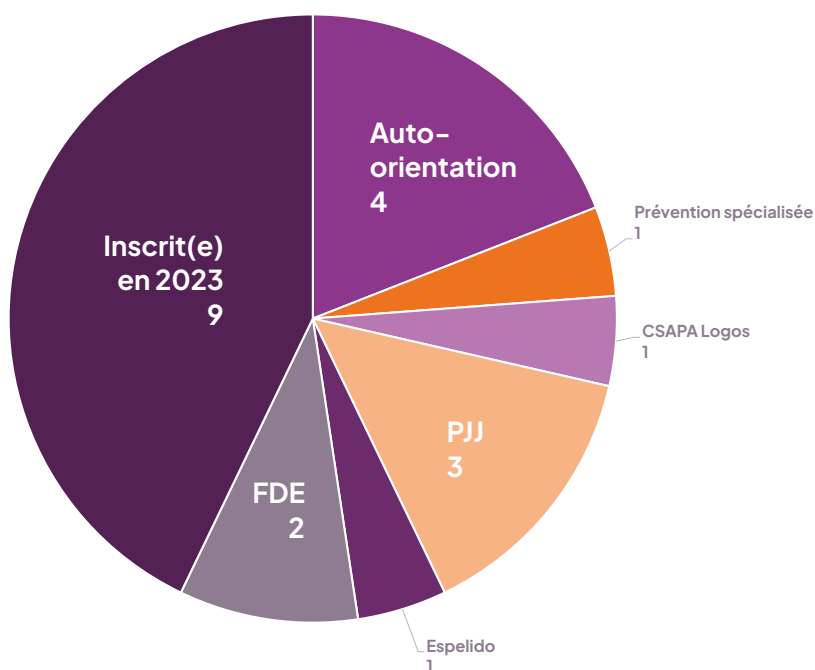
REPRÉSENTE 9,8 % DU PUBLIC DU CAARUD, DONT 62,5 % DES FEMMES ET 100 % DES HOMMES DE MOINS DE 25 ANS

Avec une file active de 21 Tapajeurs, soit 9,8 % de celle du CAARUD, et un ratio stagnant aux alentours de trois hommes pour une femme, les tendances observées en 2023 se confirment.

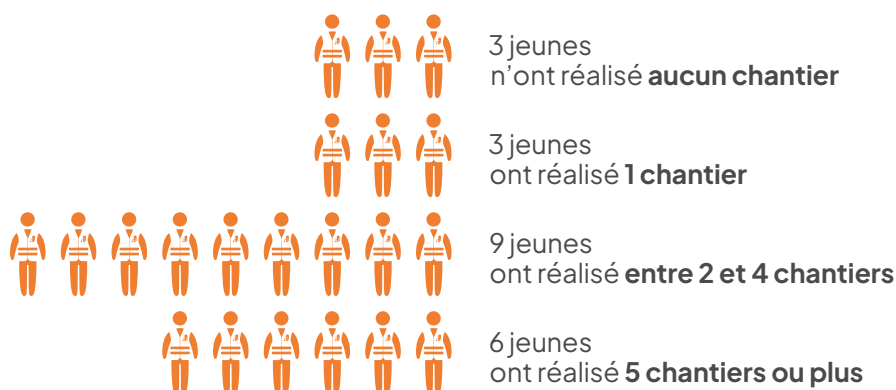
Ce sont ainsi 16 hommes et 5 femmes qui se sont inscrits en 2024, dont 5 mineurs.

46 % indiquent consommer exclusivement du cannabis. Pour les autres, les usages sont variés, entre alcool, cocaïne principalement fumé, MDMA, ecstasy et TSO.

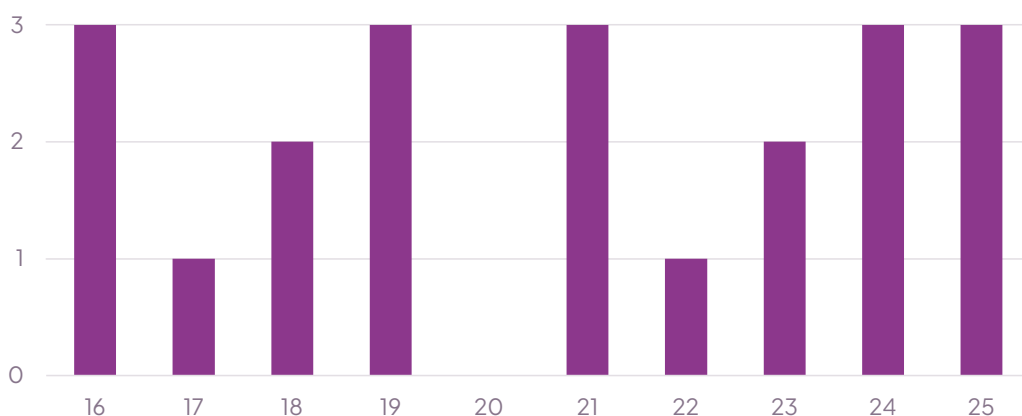
A 43% DE CHANCE D'AVOIR ÉTÉ INSCRIT À TAPAJ L'ANNÉE DERNIÈRE



A RÉALISÉ 4,2 CHANTIERS



EST ÂGÉ DE 20 ANS ET 9 MOIS



Les données sur les orientations vers TAPAJ nous interpellent, puisque **61 % de la file active n'est pas passée par un partenaire prescripteur**. 9 jeunes inscrits en 2023 ont poursuivi leur participation en 2024, 4 se sont inscrits de leur propre chef, soit qu'ils aient été conseillés par des Tapajeurs, soit qu'ils aient eu connaissance du dispositif par d'autres moyens. Parmi les autres prescripteurs, l'absence des dispositifs de repérage dédiés à la jeunesse, notamment la Mission Locale et le CEJ-Rupture, doit selon nous être soulignée.

Le travail d'information autour de TAPAJ doit d'évidence être maintenu.

LA MISSION « MILDECA » /PROTOXYDE D'AZOTE

Répondant à un appel d'offre de la MILDECA (Mission Interministérielle de Lutte contre la Délinquance et les Conduites Addictives), TAPAJ a organisé des plateaux sous forme de maraudes réunissant jusqu'à 5 jeunes, avec la double mission de collecter les bouteilles usagées de protoxyde d'azote, et d'informer les riverains sur le produit et les risques associés.

Ce projet a permis d'enrichir l'offre d'heures de chantier sur TAPAJ, et représente de ce point de vue une réussite, puisque 97.5% des 4 000 € alloués ont servi à financer les salaires des Tapajeurs, soit 156 heures rémunérées sur 12 interventions débutées à partir de décembre 2023.

D'un point de vue opérationnel, le bilan est mitigé. 11 jeunes ont pu participer à ces chantiers, et bénéficier ainsi d'une sensibilisation sur le sujet. 43 entretiens avec des riverains ont été répertoriés, menés par l'encadrant de chantier et par les Tapajeurs.

Pour autant, seules 124 bouteilles ont été collectées et emmenées sur des sites de stockage municipaux, soit 0.79 bouteilles par heure. En cause, l'absence d'indications sur les sites nécessitant une intervention prioritaire sur le territoire nîmois, et l'excellente couverture de la société Océan, prestataire nettoyage de la ville. Il est regrettable que, malgré le financement intégral de l'action par la subvention, les services municipaux, pourtant sollicités, n'aient pu être mobilisés pour une plus grande efficacité.

CONVENTION PJJ

Interpellé par la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Gard-Lozère, TAPAJ Nîmes a discuté dans un cadre conventionnel des moyens de faciliter l'orientation des jeunes accompagnés par la PJJ.

Ce conventionnement se concrétise dans un premier temps par le bénéfice d'une subvention sollicitée par la PJJ à la MILDECA et versée en 2024 à Ekko pour le financement de chantiers, certains de ces chantiers devant être fournis par la PJJ.

L'autre versant du conventionnement repose sur des procédures simplifiées et une meilleure information des éducateurs de la PJJ pour orienter de jeunes candidats. Sont également prévues des actions conjointes avec l'équipe des chantiers éducatifs PJJ située à Alès, avec l'intégration des usagers répondant aux critères de TAPAJ pour permettre leur rémunération.

La première application de cette convention a eu lieu en décembre, avec un chantier de nettoyage de véhicule sur Bagnols sur Cèze.

Paroles de tapajeurs : « TAPAJ est un outil de remobilisation »

« Par l'entretien en côte à côte, TAPAJ permet la mise en place d'un accompagnement global et une première approche de la prise en soin en addictologie ».

Voilà certaines des idées et principes directeurs de TAPAJ, et autour desquelles tourne la promotion du dispositif. Ces concepts sont régulièrement maniés par les professionnels du secteur social, au gré de l'évolution des théories éducatives, des politiques publiques, et aussi un peu des effets de mode. Qu'on appelle cela « autonomisation », « empowerment » (ou « empouvoirement »), « agentivation », c'est une certitude, « TAPAJ renforce le Pouvoir d'Agir ».

MAIS QU'EN PENSENT LES TAPAJEURS ?

Extrait d'une discussion à la pause repas lors d'un plateau de travail, entre Julien, le référent TAPAJ Nîmes, et Denis, Victor et Tatyana.

Les noms ont été modifiés pour préserver l'anonymat des Tapajeurs.

Julien : Si je vous dis que TAPAJ, ça renforce votre « Pouvoir d'Agir », qu'est-ce que vous en pensez ?

Denis : Un jeune de 16 ans qui a arrêté l'école, il trouve pas de travail. TAPAJ, ça peut l'aider à en trouver. Surtout s'il a jamais travaillé, qu'il ne sait pas ce que c'est, le monde du travail.

Tatyana : Il découvre ce que c'est.

Denis : Mais ici, c'est plus cool qu'en entreprise. Je veux dire, là, si j'ai besoin de faire une pause pour aller fumer, je te le demande et c'est bon.

Julien : Tu as déjà eu un travail ?

Denis : J'étais en apprentissage, en cuisine. Et j'ai déjà travaillé au black.

Victor : Moi, je suis content de pouvoir faire un truc. Sinon, le matin, je me lève pas, et je fais rien de la journée.

Denis : A la fin du chantier, je suis content de m'être motivé le matin. Je ressens comme de l'accomplissement.

Julien : Qu'est-ce que tu entends par accomplissement ?

Tatyana : Ben, t'es fier.

Denis : T'es content d'avoir bien travaillé. Quand la personne pour qui tu fais le chantier vient nous voir à la fin, j'aime bien lui montrer ce qu'on a fait.

Victor : J'arrive à faire plus de choses qu'au début, quand j'ai commencé. C'est moins dur.

Julien : Qu'est-ce que vous pensez du fait que ce soit un éducateur spécialisé qui encadre les chantiers, et pas un autre professionnel, comme un moniteur d'atelier par exemple ?

Denis : Ca change rien. On écoute quand même les consignes. C'est lui qui donne les ordres.

Julien : Et qu'est-ce que vous pensez du fait que ce soit un éducateur qui travaille spécialement en addictologie ?

Denis : C'est pareil, ça change rien.

Julien : Vraiment rien ?

Tatyana : Juste, quelqu'un qui connaît pas, si on commence à parler de drogues comme on fait, il va être choqué. C'est pas son monde.

Denis : Mais après, on est là pour travailler.

La pause continuera encore une quarantaine de minutes. Les discussions tourneront très naturellement autour de la dépendance aux opioïdes et à l'alcool opposée aux addictions « qui sont que dans la tête », de la dopamine et du circuit de la récompense, et de leurs expériences respectives avec les produits psychoactifs. Ou comment faire de l'entretien « en côte à côte » sans le savoir ...

Denis est un homme de 22 ans. Il a été orienté sur TAPAJ par une association nîmoise en novembre 2024, dans le cadre d'un dispositif d'aménagement de fin de peine. Actuellement en attente d'IML, il a rendez-vous pour souscrire un CEJ avec la Mission Locale, « quand ils auront les sous ». Il déposerait bien un CV à McDonald, mais « ne se sent pas » encore de travailler tous les jours.

Tatyana est une femme de 17 ans. Inscrite en décembre 2024, elle est venue sur TAPAJ de sa propre initiative, sur les conseils d'une amie Tapajeuse. Elle dit ne pas être allée plus loin que le CM2, en ULIS, avant d'intégrer un IME. Prise en charge par l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance) en logement extérieur, elle doit intégrer un nouveau dispositif d'accueil et d'hébergement en février 2025, mais veut continuer à faire des chantiers en attendant.

Victor est un homme de 23 ans. Orienté par un point écoute jeune, il s'est inscrit sur TAPAJ en juin 2022 et a depuis effectué 25 plateaux de travail. Accompagné par différents acteurs de l'intervention sociale sur Nîmes, Victor a connu de longues périodes de vie à la rue, entrecoupées de périodes de « répit » (appartement thérapeutique, LHSS, 115), et de quelques expériences de logement « ordinaire » (hébergement par un tiers, colocation). Il a pu prétendre à l'AAH et a introduit une demande de curatelle pour l'aider à gérer son budget.

Le soin ambulatoire

Présentation CSAPA ambulatoire LOGOS

.....
Le Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) LOGOS est un lieu d'information et de prise en soins à destination des personnes consommatrices de produits psychoactifs (légaux ou illégaux) en situation de dépendance ou non, et/ou aux personnes présentant un comportement addictif (jeux de hasard et d'argent, sexe, trouble du jeu vidéo...).

L'accès aux soins est facilité par un accueil inconditionnel et gratuit, par le droit à l'anonymat et par des consultations réalisées en ambulatoire. Le soin en addictologie vise avant tout à favoriser l'autonomie de la personne dans la gestion de ses comportements.

Le CSAPA LOGOS, implanté à Nîmes depuis 1985 dispose également d'une antenne à Alès rue du Faubourg de Rochebelle.

Il offre la possibilité aux personnes ayant des difficultés liées à une ou des addictions de faire le point avec un professionnel de santé sur les problématiques qu'elles rencontrent et propose un accompagnement vers la consommation modérée, l'arrêt ou vers un traitement de substitution.

L'accès aux soins est facilité et possible même en l'absence de droits sociaux, et les consultations sont réalisées en ambulatoire.

Les personnes accueillies bénéficient d'une prise en charge globale, à la fois psychologique, sociale, éducative et médicale. Le CSAPA propose différents types d'approches qui peuvent être individuelles, collectives ou familiales. L'accueil de l'entourage permet aux proches d'être reçus et si besoin d'entamer un suivi régulier. Dans les faits, on distingue :

Des consultations médicales avec les services suivants :

- Recherche de comorbidités somatiques et/ou psychiatriques
- Repérage des pratiques à risque
- Préconisation de sevrages ambulatoires ou hospitaliers
- Prescription et délivrance de traitements médicamenteux
- Prescriptions de bilans biologiques et de vaccinations
- Consultations hépatologiques
- Dépistage, traitement et suivi des hépatites virales ainsi qu'évaluation de l'hépatotoxicité liée à l'alcool
- Consultations psychiatriques
- Consultations psychologiques
- Soins de bases (pansements, vaccins...)

Un accompagnement éducatif décliné par :

- Accueil et création de liens, de relations durables basées sur la confiance avec les patients
- Création de repères facilitant l'insertion sociale
- Réalisation d'entretiens individuels (accompagnement social, de RdRD ou TROD)
- Mise en œuvre d'ateliers thérapeutiques divers (écriture, musique, dessin, cuisine, photographie...)
- Accompagnement physique des patients à des rendez-vous (établissement de soins ou d'hébergement)
- Visites à domicile des patients (mise en place ou rétablissement d'une relation)
- Médiation administrative, et soutien des patients dans leurs démarches.

Analyse de l'activité



File active globale du CSAPA LOGOS

	2024	2023	2022
Personnes vues une seule fois	245	208	215
Nouvelles personnes	767	548	533
Personnes de l'entourage	56	37	62
File active totale	1559	1268	1102

On constate en 2024, une **augmentation significative de la file active globale avec 1559 personnes accueillies** par les antennes de Nîmes et d'Alès. Pour celle de Nîmes, 2024 est la première année passée entièrement dans les locaux de la rue Tédénat, puisqu'en 2023 nous avons déménagé plusieurs mois à cause des travaux. Ceci explique en partie l'augmentation de la file active. D'autres facteurs interviennent sur cette progression, comme la prise en compte du manque de médecins au sein des autres CSAPA locaux. La stabilisation des équipes du CSAPA LOGOS, notamment des personnels médicaux et paramédicaux, ainsi que le renforcement de l'équipe d'Alès (temps infirmière et temps éducatrice spécialisée) contribuent à l'augmentation de l'activité.

Les nouveaux patients représentent la quasi-moitié des personnes accueillies. On assiste donc à un fort renouvellement de la file active. Pour autant, les difficultés actuelles du système de santé et la faible disponibilité de médecins libéraux freinent la poursuite des parcours de soins des personnes dans le système de droit commun.

Proportions Femmes/Hommes

	2024	2023	2022
Femmes	361	296	248
Hommes	1142	972	854

La proportion du nombre de femmes dans la file active des patients approche les 25%, ce qui traduit une légère mais significative augmentation. Nous pouvons émettre l'hypothèse que le développement de certaines modalités de soins et d'accompagnement répondent davantage aux besoins des femmes que nous accompagnons, notamment quant aux prestations d'une sage-femme et d'une socio-esthéticienne.

Tranches d'âge

Âge des Patients	2024		2023	
moins de 20 ans	144	9,6%	102	8,04%
dont moins de 18 ans	90	6,0%	57	4,50%
entre 20 et 24 ans	151	10,0%	112	8,83%
entre 25 et 29 ans	158	10,5%	150	11,83%
entre 30 et 39 ans	375	25,0%	322	25,39%
entre 40 et 49 ans	337	22,6%	292	23,03%
entre 50 et 59 ans	272	18,1%	223	17,59%
60 ans et plus	64	4,3%	67	5,28%

Comme l'année dernière, les tranches d'âge des patients les plus représentées sont les personnes entre 30 et 50 ans. On peut noter une légère augmentation de la part de celles de moins de 30 ans qui atteignent 30% de la file active. On peut faire l'hypothèse que les multiples actions de prévention à l'extérieur et l'accompagnement proposé par la Consultation Jeunes Consommateurs (C.J.C) contribuent à cette hausse des moins de 30 ans.

Origine géographique

Nombre de patients originaires du département	1 178	78,4%
Nombre de patients originaires de la région (hors départ.)	35	2,3%
Nombre de patients en provenance d'autres rég.	19	1,3%
Ne sait pas (ou non renseigné)	271	18,0%

La très grande majorité (plus de 80%) des patients reçus sont originaires de la région et essentiellement du département du Gard. Cela montre à la fois l'ancrage du CSAPA LOGOS dans le département et illustre également l'importance des conduites addictives présentes sur le territoire.

Origine de demande de consultation

L'origine des demandes de consultation sont pour près de la moitié à l'initiative des patients ou de leur entourage. Nous pouvons noter une forte proportion d'orientations par la justice (25%), fruit de partenariats forts et durables notamment avec le SPIP et la PJJ. Les autres sont issues de professionnels de santé (médecine de ville, structures spécialisées en addictologie, structures hospitalières), de services sociaux et du milieu scolaire.

Ces différentes origines de demandes de consultation illustrent la dimension multiple des phénomènes addictifs et leurs implications sociétales.

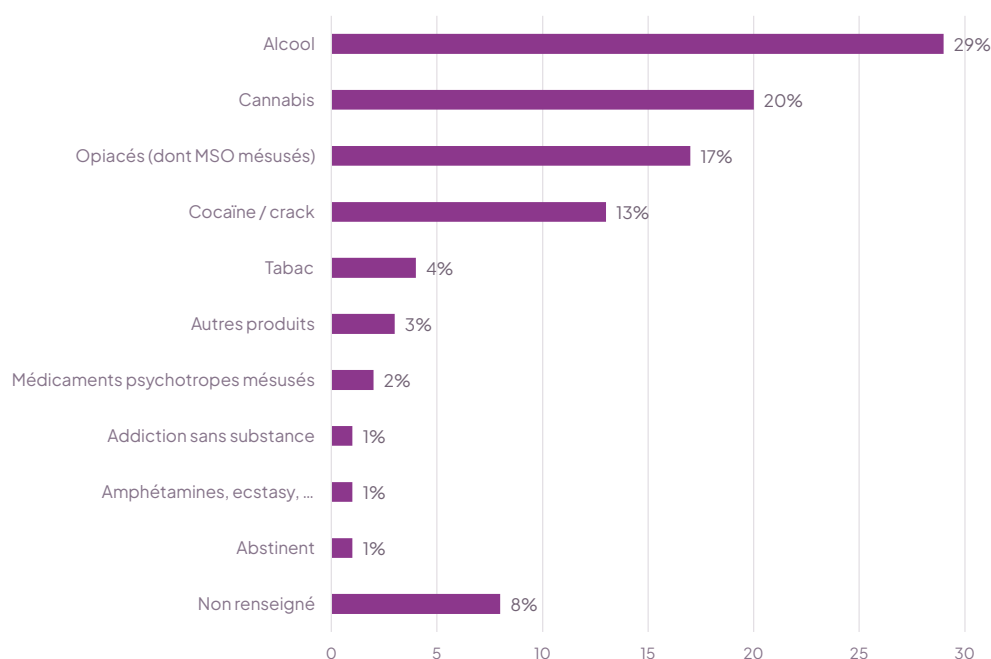
Produits à l'origine de la prise en charge

Produit à l'origine de la prise en charge	2024		2023	
Alcool	337	22,4%	302	23,82%
Tabac	43	2,9%	32	2,52%
Cannabis	310	20,6%	248	19,56%
Opiacés (hors substitution détournée)	178	11,8%	170	13,41%
Cocaïne et crack	187	12,4%	134	10,57%
Amphétamines, ecstasy, ...	21	1,4%	14	1,10%
Médicaments psychotropes détournés	31	2,1%	25	1,97%
Traitement de substitution détournés	61	4,1%	59	4,65%
Addiction sans substance (jeux ...)	19	1,3%	12	0,95%
Addictions sans substances (cyberaddictions)	7	0,5%	5	0,39%
Autres addictions sans substance	11	0,7%	10	0,79%
Autres (dont autres produits)	14	0,9%	13	1,03%
Non renseigné ou sans réponse	284	18,9%	98	7,73%

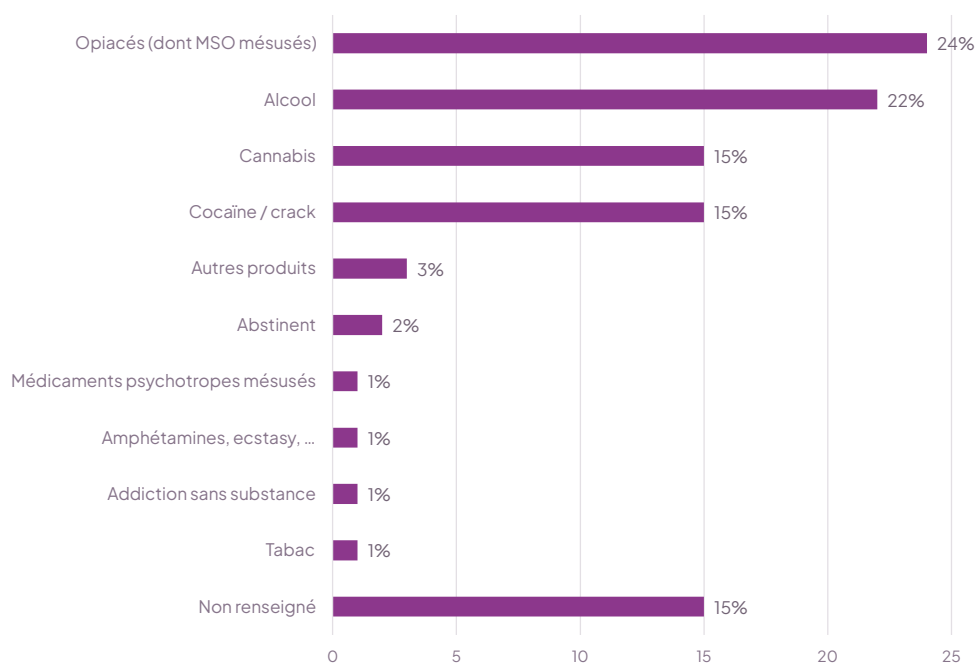
Comme pour les années précédentes, et en lien avec les tendances nationales, l'alcool, le cannabis et la cocaïne représentent les produits les plus problématiques pour la majorité des personnes qui viennent consulter au CSAPA et sont à l'origine de la prise en charge. Cette tendance est avérée aussi bien chez les adolescents que pour les adultes.

337 personnes, soit 22,4 % de la file active a sollicité le CSAPA pour une problématique liée à la consommation d'alcool ; la prise en charge est initiée dans la structure pour ensuite orienter si nécessaire vers des centres de cure spécialisés. On observe une augmentation de la proportion de ceux qui présentent un risque élevé d'usage problématique de la cocaïne et crack par rapport à l'année 2023 (+1.8%). La polyconsommation ou usage régulier d'au moins 2 substances psychoactives (notamment avec cannabis et/ou alcool et/ou tabac), se confirme comme une pratique parmi courante pour les personnes demandant des consultations au CSAPA.

Produit motivant la prise en charge CSAPA Logos Nîmes



Produit motivant la prise en charge CSAPA Logos Alès



On observe des différences concernant les motifs de recours au CSAPA entre Nîmes et Alès.

Sur Nîmes, les trois premiers produits motivant la prise en charge sont l'alcool, le cannabis puis les opiacés (dont MSO mésusés) respectivement 29%, 20% et 17 %. Sur l'antenne alésienne, les opiacés (dont MSO mésusés) sont le premier motif de recours, viennent ensuite l'alcool et le cannabis (24%, 22% et 15%). La cocaïne constitue le 4ème motif de prise en charge sur les deux structures (Nîmes 13%, Alès 15%).

Les recours au CSAPA pour une consommation de cathinones en ou hors contexte de chemsex, ou de protoxyde d'azote restent à la marge même s'ils commencent à apparaître uniquement sur Nîmes (protoxyde d'azote / 2 usagers, cathinones de synthèse / 3 usagers). Aucune demande de prise en charge n'a concerné les cannabinoïdes de synthèse, produits pourtant émergents au niveau national. Les addictions sans substances ne concernent que 1 % des motifs de recours. Il est à noter que 8 à 15 % des motifs de prise en charge n'étaient pas renseignés.

MSO : Médicaments de substitution aux opiacés

Les médicaments de substitution aux opioïdes sont indiqués uniquement chez les patients présentant une addiction aux opiacés licites ou illicites. Le sevrage avec abstinence n'étant plus une stratégie de premier choix, compte tenu de l'incidence des overdoses en post sevrage (risque multiplié par 40 dans les 30 jours).

Les objectifs des médicaments de substitution aux opiacés sont rappelés dans la circulaire du 31 Mars 1995 « relative au traitement de substitution pour les toxicomanes dépendants aux opiacés »:

- **Axe thérapeutique** : « favoriser l'insertion dans un processus thérapeutique et faciliter le suivi médical d'éventuelles pathologies associées à la toxicomanie d'ordre psychiatrique et/ou somatique ».
- **Axe de « réduction de risques »** : « réduire la consommation de drogues issues du marché illicite et favoriser un moindre recours à la voie injectable ».
- **Axe social** : contribuer à l'insertion sociale des usagers dépendants.

L'activité de substitution en chiffres : CSAPA Logos Alès

Méthadone centre Alès

	2024		2023		Évolution 2023/24
	Nbr brut	Part/ global	Nbr brut	Part/ global	
Nombre d'utilisateurs	79	13%	75	14%	▲ 5%
1er accueil	24	8%	27	11%	▼ -11%
Répartition nombre d'actes					
Total nombre d'actes	3840	35%	3885	41%	▼ -1%
Nbr d'actes Médicaux	911	8%	841	22%	▲ 8%
Nbr d'actes IDE	1352	12%	1399	36%	▼ -3%
Nbr d'actes Educatifs	177	2%	210	5%	▼ -16%
Nbr d'actes Psycho	33	0%	33	1%	▲ 0%
Nbr d'actes Secrétariat	1364	12%	1402	36%	▼ -3%

Méthadone pharmacie Alès

	2024		2023		Évolution 2023/24
	Nbr brut	Part/ global	Nbr brut	Part/ global	
Nombre d'utilisateurs	25	4%	29	5%	▼ -14%
1er accueil	9	3%	8	3%	▲ 13%
Répartition nombre d'actes					
Total nombre d'actes	896	8%	885	9%	▲ 1%
Nbr d'actes Médicaux	286	32%	235	27%	▲ 22%
Nbr d'actes IDE	151	17%	106	12%	▲ 42%
Nbr d'actes Educatifs	54	6%	147	17%	▼ -63%
Nbr d'actes Psycho	16	2%	5	1%	▲ 220%
Nbr d'actes Secrétariat	389	43%	392	44%	▼ -1%

104 utilisateurs, dont 33 nouveaux utilisateurs sont accompagnés dans le cadre d'une prescription de méthadone : 79 en délivrance centre, et 25 sont délivrés en pharmacie d'officine. Concernant les utilisateurs en délivrance interne, même s'ils ne représentent que 13

% de la file active globale, ils génèrent à eux seuls 35 % de l'activité globale du CSAPA. L'observance des rendez-vous tend à s'améliorer avec une nette diminution des annulations, report, et « lapins ».

Buprénorphine pharmacie Alès

	2024		2023		Évolution 2023/24
	Nbr brut	Part/ global	Nbr brut	Part/ global	
Nombre d'usagers	38	6%	35	6%	▲ 9%
1er accueil	12	4%	14	6%	▼ -14%
Répartition nombre d'actes					
Total nombre d'actes	1127	10%	959	10%	▲ 18%
Nbr d'actes Médicaux	356	32%	318	33%	▲ 12%
Nbr d'actes IDE	106	9%	30	3%	▲ 253%
Nbr d'actes Educatifs	78	7%	118	12%	▼ -34%
Nbr d'actes Psycho	32	3%	26	3%	▲ 23%
Nbr d'actes Secrétariat	555	49%	467	49%	▲ 19%

En 2024, 38 usagers dont 12 nouveaux, ont été suivis pour une prescription de buprénorphine, générant 1127 actes, soit 10% de l'activité globale du CSA-PA. L'observance des rendez-vous tend également à s'améliorer avec une augmentation de 20 % des rendez-vous honorés. Aucune donnée n'était disponible concernant la formulation et la galénique.

Le CSAPA LOGOS Alès, ne propose pas de buprénorphine en délivrance interne.

Concernant la Buprénorphine d'Action Prolongée, aucun usager n'a bénéficié de ce traitement sur le CSAPA Alésien (un usager était attendu en relai d'un traitement initié en milieu carcéral mais ne s'est pas présenté à son premier rendez-vous).

L'activité de substitutions en chiffres : CSAPA Logos Nîmes

Méthadone centre Nîmes

	2024		2023		Évolution 2023/24
	Nbr brut	Part/ global	Nbr brut	Part/ global	
Nombre d'utilisateurs	71	11%	63	11%	▲13%
1er accueil	18	5%	18	8%	▲0%
Répartition nombre d'actes					
Total nombre d'actes	3141	23%	2303	23%	▲36%
Nbr d'actes Médicaux	770	25%	585	25%	▲32%
Nbr d'actes IDE	1843	59%	1440	63%	▲28%
Nbr d'actes Éducatifs	176	6%	146	6%	▲21%
Nbr d'actes Psycho	136	4%	92	4%	▲48%
Nbr d'actes Secrétariat	216	7%	40	2%	▲440%

Sur le CSAPA de Nîmes, le nombre d'utilisateurs suivis avec une délivrance interne de méthadone a augmenté de 13 %, passant de 63 utilisateurs en 2023 à 71 utilisateurs en 2024.

L'activité générée représente 23 % de l'activité globale du CSAPA. 62 % de la délivrance est réalisée sous forme gélule.

30 utilisateurs bénéficient d'une prescription de méthadone en pharmacie de ville. Parmi ces utilisateurs, trois utilisateurs sont en prescription sirop (deux dans le cadre de leur première année de traitement, et un depuis plusieurs années pour choix personnel). Les difficultés d'ouverture de droits sociaux restent le plus grand frein au passage en pharmacie de ville (absence ou invalidité du titre de séjour, difficultés d'observance des rendez-vous socio-éducatifs pour régularisation des droits).

Méthadone pharmacie Nîmes

	2024		2023		Évolution 2023/24
	Nbr brut	Part/ global	Nbr brut	Part/global	
Nombre d'utilisateurs	30	4%	22	4%	▲36%
1er accueil	3	1%	4	2%	▼-25%
Répartition nombre d'actes					
Total nombre d'actes	694	5%	464	5%	▲50%
Nbr d'actes Médicaux	344	50%	190	41%	▲81%
Nbr d'actes IDE	212	31%	156	34%	▲36%
Nbr d'actes Educatifs	40	6%	73	16%	▼-45%
Nbr d'actes Psycho	38	5%	44	9%	▼-14%
Nbr d'actes Secrétariat	60	9%	1	0%	▲5900%

Buprénorphine pharmacie Nîmes

	2024		2023		Évolution 2023/24
	Nbr brut	Part/ global	Nbr brut	Part/global	
Nombre d'utilisateurs	23	3%	21	4%	▲10%
1er accueil	7	2%	6	3%	▲17%
Répartition nombre d'actes					
Total nombre d'actes	536	4%	250	2%	▲114%
Nbr d'actes Médicaux	247	46%	159	64%	▲55%
Nbr d'actes IDE	101	19%	18	7%	▲461%
Nbr d'actes Educatifs	93	17%	64	26%	▲45%
Nbr d'actes Psycho	37	7%	9	4%	▲311%
Nbr d'actes Secrétariat	48	9%	0	0%	NC

23 utilisateurs ont bénéficié d'une prescription de buprénorphine en pharmacie de ville en 2024, contre 21 en 2023. Même si l'augmentation de la file active « buprénorphine pharmacie » est faible, l'activité en regard augmente de 114% avec 536 actes en 2024. Les données concernant l'observance sont également bonnes avec 80% de rendez-vous honorés.

Une nouvelle modalité de distribution de buprénorphine en centre a été instaurée en 2024 permettant également aux personnes ne bénéficiant pas de droits sociaux adéquats, de recevoir un traitement par buprénorphine orale (Subutex, Suboxone, ou Oro-bupré). Cette modalité de prescription reste à la marge, mais permet tout de même à 3 usagers d’être délivrés de leur traitement au CSAPA. (Chiffres non présentés)

Concernant la BAP, 4 usagers ont bénéficié de ce traitement au cours de l’année 2024. Cette modalité de traitement générant 125 actes (41 actes médicaux, et 33 actes IDE).

Gestion des traitements psychotropes pour l’usager

Pour des raisons multiples (vol ou perte de traitement en raison de conditions de vie très précaires, mésusage avec surconsommation, etc.) a été proposée à plus de 10 usagers courant 2024 une gestion en interne de leur traitement psychotrope avec préparation de piluliers, permettant de générer une activité supplémentaire de 223 actes pour l’année 2024.

File active dans les locaux de l’antenne de Nîmes (hors CJC)

	2024	2023	2022
Personnes vues une seule fois	131	100	102
Nouvelles personnes	358	226	209
Personnes de l’entourage	13	18	10
File active patients	674	545	449

File active dans les locaux de l’antenne d’Alès (hors CJC)

	2024	2023	2022
Personnes vues une seule fois	44	52	36
Nouvelles personnes	252	200	206
Personnes de l’entourage	5	5	4
File active patients	601	543	481

Depuis plusieurs années, la file active des patients ne cesse de croître. L'année 2024 est singulière par la proportion de cette augmentation et en particulier par le très fort renouvellement de la file active de l'antenne de Nîmes.

En effet, dans la file active les nouvelles personnes représentent 52,80% des patients reçus dans les locaux nîmois et 42 % sur l'antenne d'Alès.

Comme évoqué précédemment, la nette augmentation de notre activité en 2024 est multifactorielle. Elle s'explique notamment par le manque de médecins au sein des CSAPA partenaires et locaux, les relais de plus en plus rares de la médecine de ville, la stabilité des équipes et le retour dans des locaux adaptés.

Nous pouvons également faire l'hypothèse que « le bouche à oreille » entre les personnes que nous accompagnons et d'autres ayant des conduites addictives fonctionne et ainsi, correspondrait aux attentes et aux besoins des usagers.

Consultation Jeunes Consommateurs

Cas	Personnes vues par la CJC 2024		Personnes vues par la CJC 2023	
Nombre de PATIENTS vus au moins une fois	159	188	137	151
dont nombre de patients vus une seule fois	48	30,19%	44	32,12%
dont nombre de nouveaux patients	110	69,18%	99	72,26%
Nb Personnes entourage vues au - 1 fois	29	18,24%	14	10,22%

L'activité de la CJC du CSAPA LOGOS se déploie dans plusieurs lieux du département. Ainsi, outre les consultations dans les locaux des antennes de Nîmes et d'Alès, des permanences sont assurées à Sommières, à la MDA (Maison Des Adolescents) de Nîmes et celle d'Uzès, ainsi qu'à la Maison des Familles à Alès.

En 2024, on assiste à une progression de l'activité de la CJC puisque 159 jeunes ont été reçus (soit 22 de plus que l'année dernière). L'entourage est accueilli comme un acteur à part entière et peut bénéficier de soutien, d'une écoute attentive et bienveillante ainsi que d'un suivi si besoin. Cette année, avec 29 personnes de l'entourage reçues, la part des celles-ci a doublé par rapport à 2023.

Les liens toujours étroits avec les MDA, le rapprochement avec la PJJ, les actions de prévention dans les établissements scolaires éclairent l'augmentation de l'activité.

Les perspectives pour 2025 s'inscrivent dans cette dynamique partenariale, avec notamment des conventions actualisées avec ces derniers en plus de la Maison des Familles à Alès.

Au niveau associatif, un « Pôle Jeunes » addictions verra le jour en début d'année 2025 dans des locaux dédiés à Nîmes. Il s'agit de créer une synergie entre différents dispositifs de l'association que sont le programme TAPAJ (Travail Alternatif Payé A la Journée) destiné aux 16-25 ans en situation de précarité, Solidarnet (service de l'association qui accompagne les publics dans le cadre de l'inclusion numérique) et bien évidemment, la CJC.

Colloque sur les parentalités de l'extrême



Au mois de mai 2024 s'est tenu le colloque du dispositif RAdEO (Réseau pour Adolescent en Dérive extra Ordinaires) de la MDA30, intitulé « Les parentalités de l'extrême ».

Il s'agissait pour ce dispositif qui accompagne des parents confrontés à la radicalisation de leurs enfants de mettre en lumière ce qui dans d'autres champs d'intervention (handicap, incarcération, maladie mentale, addiction...) peut être commun et faire ressource pour les parents accueillis.

C'est dans ce cadre-là que nous sommes intervenus pour participer à une table ronde « La famille dans tous ses états » avec des professionnels du SPIP, de RAdEO et de l'UNAFAM.



Il s'agissait après un rapide historique du soin en addictologie et de l'évolution de la place des familles dans ce système de soin, de décrire les axes de travail possibles avec les familles au CSAPA.

Considérées tantôt coupables, tantôt victimes, les familles ont, il y a très longtemps, été en difficulté d'accéder aux institutions de soins. Aujourd'hui d'autres discours sont portés : la famille est sollicitée comme partie essentielle dans un projet de soin.

Avec la création de la CJC (Consultation Jeunes Consommateurs) en 2005, le rôle des parents est prépondérant quant à l'entrée de l'adolescent au sein de la CJC, et ce même si l'adolescent peut ouvrir cette porte seul. Effectivement, il peut arriver que certains parents contraignent l'adolescent d'y venir, par crainte des risques d'évolution de l'addiction repérée.

Tout notre travail, va se construire autour de l'adolescent pour qu'il nous voit comme un allié, le considérant à part entière.

Il va s'agir de recevoir conjointement le jeune et son entourage, soit dans des entretiens communs soit en proposant un suivi conjoint par deux professionnels, un pour les parents, un pour l'adolescent. En l'état, nous nous adapterons à la situation.

La place des familles a été réaffirmée avec la création des CSAPA en 2008. Ces derniers s'adressant aux personnes ayant une conduite addictive à risque ou présentant une dépendance aux SPA (Substances Psychoactives) ou au jeu pathologique. Ces accompagnements s'adressent également à leur entourage.

Ces rencontres passent par l'information auprès des protagonistes afin de mieux comprendre les problématiques et les mécanismes d'addictions : sur les produits ; sur les contextes de consommations ; sur les effets recherchés ; sur les dispositifs et les modalités d'accompagnement et de soins les plus adaptés au regard des situations. Il est important de soutenir la famille dans un travail d'appropriation de cette logique de soin, de la temporalité du soin, de la posture RDRD (Réduction Des Risques et des Dommages), sans en oublier les conduites à tenir par la bienveillance et l'accompagnement.

Au début les personnes de l'entourage viennent pour quelqu'un d'autre. Elles ne viennent pas pour elles et souvent dans l'urgence. Elles évoquent un sentiment d'impuissance, d'épuisement. Elles ont tenté des choses mais cela ne fonctionne pas. Elles viennent chercher auprès de nous des stratégies qu'elles pourraient mettre en place pour que leur proche « arrête de consommer ». Elles s'adressent à des « spécialistes ».

C'est bien dans ce cadre qu'il va s'agir de leur proposer une écoute et un soutien dans ce que cela génère pour elles : ce que l'autre leur fait vivre, de déposer leur inquiétude, d'exprimer le sentiment d'incapacité qu'elles éprouvent et souvent déposer une culpabilité ou une incompréhension.

L'objectif est de les aider à se « dégager » de la focalisation que l'entourage a des consommations pour les inviter à parler autrement de l'adolescent en passant par le lien au quotidien, de la relation avec leur enfant. Parler d'eux n'est pas si simple. Cependant accéder à un espace à soi est déjà la possibilité de se décaler et cela entraîne des effets. Dès lors, nous sommes dans un soutien cohérent à la parentalité permettant à l'adolescent, peut-être d'envisager les choses autrement.

Prise en charge de la communauté LGBTQIA+ au CSAPA Logos



La communauté LGBTQIA+ a bénéficié d'avancée sociale et juridique mais les personnes appartenant au spectre de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre sont toujours confrontées à de nombreux défis/inégalités sur le plan social, familial et professionnel. Pour les personnes transgenres, les taux et les facteurs de risque d'addiction sont considérablement plus élevés. En effet, cette communauté peut être plus sujette à la dépression et à l'anxiété que la population générale.

Il faut bien faire la différence entre l'identité de genre et l'expression de genre. Effectivement, une personne qui a une expression de genre féminine peut avoir une identité de genre masculine, féminine ou non -binaire.

Lors de la première rencontre, il est là toute l'importance de demander comment la personne se genre pour pouvoir l'accueillir dans toute sa singularité et de façon non-discriminatoire pour lui proposer un espace « safe ».

Cette communauté a modifié et modifie toujours les codes et les normes de la société actuelle. Les professionnels accueilleront-ils plus des personnes LGBTQIA+ ? Devrons-nous nous former et modifier notre pratique pour mieux les inclure ? Comment poser la question du genre sans heurter la sensibilité de chacun ?

L'accompagnement infirmier au CSAPA de Nîmes



En 2024 nous avons effectué des actions de sensibilisation et de prévention auprès de partenaires extérieurs. Nous les avons menées auprès d'adolescents et parents d'enfants suivis par l'Association Coste, mais aussi auprès de jeunes de la PJJ. Nous sommes également intervenus auprès d'étudiants du CFA de Rodilhan, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Nîmes. Nous avons été contactés par des structures de santé comme la clinique psychiatrique de Quissac, le CHRS de la Croix-Rouge, l'association RESEDA sur Alès et la médecine du travail de Nîmes (PREVY).

Aujourd'hui, un nouveau public d'utilisateurs vieillissants nous sollicite. C'est pourquoi, nous avons signé une convention avec les résidences autonomie La Montagnette et l'Enclos Rey. Nous avons planifié avec eux des interventions auprès des équipes et des résidents. Enfin, nous sommes intervenus pour la première fois à l'hôtel de police de Nîmes auprès des professionnels.

Mais aussi, au sein du CSAPA, nous accueillons quotidiennement en ambulatoire les utilisateurs pour la délivrance des traitements de substitution et traitements psychotropes. Nous avons également pris en charge des patients en relais de traitement provenant d'autres villes/régions ou sortant de prison.

Nous continuons d'assurer les soins techniques infirmiers, le suivi de certaines pathologies (VIH/hépatites) et proposons le dépistage par prélèvement sanguin et/ou le fibroscan. Par exemple, nous avons participé à un forum santé avec l'association RESEDA LE 14/11/2024 à Alès et avons comptabilisé 25 fibroscan tout comme lors d'une action au CHRS de la Croix-Rouge durant laquelle nous en avons réalisés 10.

De plus, nous réalisons des consultations de tabacologie : 45 actes pour 15 utilisateurs mais aussi des bilans autour des consommations d'alcool ou de cannabis.

Pathologies duelles : vers une prise en charge intégrée pour une amélioration des patients



VOLLAND Jérôme, psychologue au CSAPA Logos Nîmes



Longtemps, le clivage entre l'addictologie et la psychiatrie a été préjudiciable pour nombre de patients. Chacun se renvoyant la balle concernant les prérequis de la méthode PEC (technique Psycho-Émotionnelle, Énergétique et Corporelle) : le discours de la psychiatrie se résumait à l'arrêt des consommations pour un accès aux soins et inversement pour l'addictologie qui présumait qu'une PEC par la psychiatrie favorisait un meilleur traitement des addictions.

Aujourd'hui, avec l'entité « pathologies duelles », à savoir la reconnaissance de la présence comorbide d'un trouble psychiatrique et d'une addiction (voire plusieurs) avec une influence réciproque sur la gravité et l'évolution des pathologies, une nouvelle façon de PEC voit le jour : la prise en charge intégrée, soit un accompagnement simultané de la psychiatrie et de l'addictologie. Cette PEC, encore marginale, nécessite une collaboration entre les acteurs de la psychiatrie et de l'addictologie pour l'accompagnement du patient.

Rappelons, que 50 % des patients en addictologie présente un trouble mental¹ (1), souvent sous-diagnostiqué, qui va freiner (voire empêcher l'amélioration du patient). La formation des acteurs de l'addictologie au repérage des troubles mentaux, (sinon au diagnostic), apparaît nécessaire pour le mieux-être de nos patients.

Ayant bénéficié des apports du DIU Pathologies duelles : le double diagnostic addictologique et psychiatrique, j'ai vu ma pratique enrichie d'apports importants qui ont amélioré mes compétences sur l'évaluation des pathologies des patients faisant appel au CSAPA, et donc de l'orientation en essayant de favoriser des prises en charge intégrées.

Actuellement, seulement 7 % de patients bénéficient d'une PEC intégrée contre 44% d'une PEC pour un seul trouble dans des PEC séparées² (2). L'avenir devrait voir un développement des PEC intégrées qui aura, nous l'espérons, une traduction par les chiffres de l'amélioration de nos patients (temps de PEC, meilleurs résultats etc). ”

1,2 Substance Abuse and Mental Health Services Administration, 2011; Ness et al, 2014; Kaufmann et al, 2014

Mise en place d'une stratégie d'intervention précoce au sein des établissements de la protection judiciaire de la jeunesse.



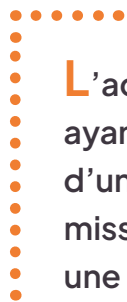
Depuis la période du COVID, les liens entre la CJC et la PJJ s'étaient distendus. L'année 2024 a marqué un renouveau avec la concrétisation de plusieurs actions de prévention et de réduction des risques liés aux conduites addictives auprès du public accueilli par la PJJ.

Cela s'est traduit par des liens plus étroits avec leurs professionnels, illustrés par la signature de la convention tripartite et plusieurs activités (stage STEM0, interventions à l'UHC et UEAJ).

Ce rapprochement répond à une stratégie d'intervention précoce. Cette dynamique est un véritable levier face à ces enjeux de conduite addictive. Elle permet de renforcer les capacités des professionnels, mieux appréhender les enjeux de l'accompagnement des addictions, proposer une action qui s'inscrit dans la durée, donner plus de pouvoir d'agir au jeune et entrer, concrètement, dans la démarche de promotion de la santé portée par la PJJ.

En ce qui concerne l'UHC et l'UEAJ qui accueille souvent les mêmes jeunes, les interventions répétées dans le temps sur des thématiques différentes leur ont permis de repérer les professionnels de la CJC et de favoriser leur venue pour certains, dans le cadre de consultations au CSAPA Logos.

Les obligations de soins



L'accueil de personnes en obligation de soins, c'est-à-dire ayant commis une infraction en lien avec la consommation d'une ou plusieurs substances psychoactives, est l'une des missions des CSAPA. Dans ce contexte, le soin est imposé par une décision judiciaire et la personne ne peut s'y soustraire.

Sur l'année 2024, 250 personnes ont pris rendez-vous dans le cadre d'une obligation de soins et 148 personnes se sont présentées au CSAPA le jour du rendez-vous. Dans l'optique de répartir les demandes et de pouvoir proposer différents modes d'accompagnement, nous avons été amenés à réfléchir à l'organisation de groupes de paroles.

En effet, la rencontre étant organisée par une obligation judiciaire et non à la demande de la personne, la contrainte peut être alors vécue comme maximale et cela nécessite du temps avant que l'usager s'implique dans ce suivi et qu'une demande émerge. De ces constats, il paraissait intéressant de proposer des groupes au sein desquels les personnes puissent investir un lieu de soins en addictologie.

Sur l'année 2025, il sera nécessaire de réfléchir aux modalités que nous pourrions proposer, en lien avec le SPIP (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation), service régissant les obligations de soins.

Ouverture de poste à Logos Alès : réseau/partenariat



Marion Aubanel, au poste réseau-partenariat 

Le poste que j'occupe depuis le 02 Avril 2024 au sein du CSAPA ambulatoire de Logos à Alès concerne principalement les actions développant le réseau et le partenariat. Dans un premier temps, j'ai pris mes marques dans les locaux et pris connaissance du fonctionnement du service. Très vite, j'ai rencontré les partenaires principaux de l'as-

sociation et acteurs de terrain afin de (re)créer ou pérenniser les différentes collaborations (Samu social, services d'accompagnement des personnes exclues, marginalisées, sans domicile fixe etc., Filieris P4S pour des orientations de consultations CJC, structures accueillant des publics jeunes, établissements scolaires et de formation...).

SAJE – Association La Clède

Ce poste renforçant le service du CSAPA Logos a permis de redynamiser les actions partenariales avec le Service d'Accueil de Jour des Exclus (SAJE, association La Clède) et de proposer :

- Trois créneaux de consultations hebdomadaires (le mardi matin),
- Une participation une fois par mois au jeudi santé (actions de prévention sur des thématiques spécifiques en lien avec la santé),
- Une intervention en binôme avec une travailleuse sociale du SAJE en « aller vers » sur le secteur Anduze/Saint Jean du Gard.

Cela a pu se mettre en place grâce à une présence régulière sur ce service, me permettant ainsi de construire des liens solides avec l'équipe professionnelle et les personnes accueillies qui ont pu exprimer leurs difficultés à rencontrer des professionnels de Logos (mauvaise expérience, environnement et éloignement géographique...). Il y a eu un gros travail de déconstruction des idées reçues sur le soin en addictologie et sur les missions du CSAPA (beaucoup de représentation sur la simple idée que le CSAPA c'est forcément le sevrage et/ou l'abstinence et « l'enfermement »).

Plusieurs rencontres avec les responsables des services de Logos et du SAJE ont permis de recadrer mes interventions (en plus des temps de coordination avec RESEDA) car il m'est régulièrement difficile de savoir comment me positionner auprès de l'équipe du SAJE. Cela s'explique, entre autre, par des différences de missions et de regards sur l'accompagnement éducatif proposé.

À la demande de la responsable de service, Michèle COUDERC, une sensibilisation en addictologie auprès des nouveaux professionnels intervenant au SAJE sera mise en place au premier trimestre 2025. Les actions précédemment citées perdureront également.

J'ai également rencontré l'équipe et certaines personnes accueillies dans le cadre de deux entretiens individuels et d'un repas collectif au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Montbounoux de La Clède.

RESEDA

Je participe régulièrement et activement aux rencontres RESEDA sur les différents groupes de travail en lien avec la question de l'addiction (mois sans tabac, forum santé, forum santé jeune, journée RDRD, sensibilisation adulte ressource.....). Cela permet de rencontrer de nombreux acteurs du territoire alésien et de construire des projets communs qui font l'objet de préparations et de bilans.

Afin de ne pas porter tout cela et prendre des décisions unilatéralement, il serait judicieux, maintenant que nous avons un responsable de service qu'il puisse m'accompagner, au moins sur les réunions de bilans des actions et à chaque rencontre sur le groupe de coordination des actions de santé au SAJE.

Ces prises de contact ont abouti à ma participation au village Mois sans Tabac d'Alès les vendredi 18 et samedi 19 Octobre 2024. N'ayant pas été invitée aux réunions préparatoires, ma présence s'est « organisée » à la dernière minute. J'ai donc sollicité RESEDA pour être « mise dans la boucle » pour l'année prochaine.

Lors de la réunion de bilan de l'action, j'ai pu échanger avec certains partenaires et organisateurs de l'action MOiST. Un travail de co-construction est envisagé pour l'année prochaine. Je compte d'ailleurs participer aux formations gratuites de l'action, me mettant ainsi un pied dedans, en lien avec un partenariat en cours de création avec la boutique de cigarettes électroniques Vap'n'Stop située à Alès. Celle-ci pourrait nous fournir des cigarettes électroniques à « moindre » coût (moins de 10 euros) et organiser une rencontre avec l'équipe de Logos pour une sensibilisation à la vape.

Toujours dans le cadre des actions de RESEDA, j'ai participé au forum santé à destination des publics de La Clède le 14 Novembre avec Pierre BINI (éducateur au collectif). Ainsi, nous avons rencontré des professionnels de la santé et échangé sur nos missions voire réfléchir à des orientations. En revanche, le public était très peu au rendez-vous.

Pause du Soir

J'ai aussi participé à la Pause du Soir (distribution de repas chauds, organisée par le CCAS, de 17h45 à 20h30), d'abord deux fois par mois, puis à la demande de Sandrine GOUTT (responsable de l'action) au rythme d'une fois par semaine.

Cela permet de garder le lien avec des personnes reçues à Logos et/ou au SAJE mais aussi de rencontrer de nouvelles personnes arrivant sur le bassin alésien. L'addiction n'est pas réellement abordée dans cet espace qui reçoit environ 15 personnes par soir mais ces échanges sont bénéfiques sur l'instant ou pour l'avenir.

Education Nationale

Les établissements de l'Education Nationale nous sollicitent régulièrement et de plus en plus pour de la prévention sur la cigarette (dérivés et substituts), le cannabis, l'alcool et plus récemment le protoxyde d'azote ainsi que pour les écrans dont l'objet est problématique dès le plus jeune âge (les demandes commencent au niveau 5ème). Pour certains établissements la consultation avancée est déjà mise en place et se poursuit ; pour d'autres la demande est plutôt orientée sur de l'action collective.

Collège de Lédignan

Au collège de Lédignan, de multiples rencontres avec la Conseillère Principale d'Education et l'Infirmière Scolaire pour aborder les situations ont permis de suivre quatre collégiens sur l'année scolaire 2023-2024. L'idée d'un fil rouge à l'année autour des thématiques de santé a émergé, mais faute de moyens n'a pu (encore) aboutir.

Collège de Jean Moulin (Alès)

Le collège Jean Moulin d'Alès est aussi demandeur pour de l'intervention collective avec la création en interne d'un forum santé avec une participation du CSAPA Logos sur les thèmes précédemment cités. Des rencontres avec les différents professionnels et les actions seront mises en place dès Janvier 2025. Toujours dans cet établissement, un autre projet est en cours avec l'unité d'enseignement du Centre de Rééducation de l'Ouïe et de la Parole (CROP) Paul Bouvier et co-construit avec Stéphanie TERME (projet PARAJE, service des Capitelles du CSAPA Mas St Gilles). Après plusieurs

rencontres avec l'équipe pédagogique, nous avons fait une première séance avec le groupe (5 jeunes de niveau 3ème) et abordé la thématique des écrans essentiellement. D'autres interventions auront lieu en 2025 dont la prochaine au 1er trimestre.

Lycée professionnel Marie Curie de St Jean-du-Gard

A Saint-Jean-du-Gard, j'ai été invitée à plusieurs réunions au Lycée d'Enseignement Professionnel de Marie Curie aboutissant à une première action de prévention menée dans le cadre du Mois Sans Tabac et réalisée en binôme avec Pierre BINI. Il s'agissait d'un atelier de prévention collectif (cigarette, puff, cigarette électronique) au sein du foyer des étudiants (2 classes sont venues nous rencontrer + quelques élèves n'ayant pas cours).

Interventions 2025

En fin d'année 2024, le collège Jean Moulin et le lycée Lasalle, tous deux situés à Alès, ont sollicité Logos pour réaliser des actions collectives de prévention pour le premier semestre 2025. En revanche le lycée Jean-Baptiste Dumas, avec qui nous avons renouvelé la convention de partenariat, ne nous a pas encore contacté pour l'année scolaire 2024-2025.

Bilan des activités 2024 du poste réseau-partenariat

Sur les services extérieurs et partenaires (incluant les stages de sensibilisation), je compte une trentaine de nouvelles personnes suivies qui s'ajoutent aux 44 autres récentes du CSAPA Logos Alès demandant une prise en charge (accueil, évaluation, accompagnement et suivi, orientation). J'essaye tant bien d'en limiter le nombre vis à vis de la charge de travail à l'extérieur mais je n'arrive pas à m'empêcher de « combler » le temps d'attente qui est d'environ un mois et demi pour les nouvelles fois (juste pour l'évaluation globale de la personne).

Je suis également venue en renfort :

- Sur la Consultation Jeunes Consommateurs (CJC) à la Maison des Famille, à raison de deux consultations tous les 15 jours.

- De la psychologue dans un premier temps afin d'avoir un double regard sur la situation des jeunes, et en total remplacement dans un second temps dû à l'arrêt maladie de ma collègue psychologue.

Au 31 Décembre, je compte 10 nouvelles situations de jeunes.

À cela se rajoute ma disponibilité, quand je le peux, pour des rendez-vous spontanés à Logos, le remplacement du poste secrétariat au besoin, la création de mes propres outils pour les interventions extérieures ainsi que l'envie et la réflexion autour de projets internes à Logos, le tout sans bureau fixe ! ”

Les Microstructures



Les microstructures sont des lieux d'accueil qui permettent à des patients directement orientés par leur médecin traitant de bénéficier d'un suivi psychologique et/ou social dans le cadre de l'accompagnement de leur(s) problématique(s) addictive(s). Plus précisément, ce dispositif permet « l'aller-vers » tout en incluant un accompagnement pluridisciplinaire en coconstruisant le parcours de soin en addictologie. De plus, pour beaucoup de personnes rencontrées il est plus aisé de se rendre à leur maison de santé que de se déplacer jusqu'à Alès ou Nîmes pour rencontrer les équipes du CSAPA.

Actuellement, l'association possède deux microstructures situées dans le Nord du Gard et une microstructure située en Lozère. Chacune des trois microstructures d'EKKO bénéficie de ses spécificités de fonctionnement, ce qui rend ce dispositif d'autant plus riche. En effet, il est à ce jour modulable en fonction des particularités du territoire, des attentes des médecins généralistes et de celles des patients.

Depuis le 1er janvier 2024 et jusqu'en avril 2025 ce type d'accompagnement entre dans une période dite de SAS afin de redéfinir les modalités de fonctionnement des microstructures. C'est pour cette raison qu'à l'heure actuelle les projections pour l'année à venir se limitent à un maintien de l'activité et à une participation à la réflexion sur la mise en place du fonctionnement dans le droit commun.

Chiffres sur la Grande-Combe

28 personnes se sont présentées en consultations en 2024

avec la répartition suivante :

➤ 46.43% des femmes.

➤ 53.57% des hommes.

➤ 10 nouveaux patients en 2024.

➤ 71 rendez-vous honorés
par le TS en 2024.

Depuis le commencement de l'expérimentation pour EKKO avec la MSMA de Saint Jean du Gard en 2019 puis par la suite avec celles de la Grand-Combe et du Collet-de-Dèze ce sont plus de 200 patients qui ont pu être rencontrés par les professionnels.

L'année écoulée était une période charnière pour le dispositif car son expérimentation prenait fin au 31 décembre 2023. Les constats qui ressortent au sein de notre association, quant à la plus-value en termes d'offre de soins proposée par ce dispositif pour les patients, semblent partagés par la plupart des associations ayant participé à l'expérimentation. Suite à la période d'évaluation du dispositif sur l'année 2023 il a été acté au mois de décembre une intégration des microstructures dans le droit commun.

Paroles de professionnelles

« Cette année confirme le repérage de la microstructure et l'implication des médecins de la MSP. Nous échangeons très régulièrement autour des situations et des patients à venir.

Nous constatons toujours une majorité de personnes ayant des problématiques alcool, le ratio homme/femme est équilibré.

En ce qui concerne les problématiques toxicomaniaques, nous constatons que l'étayage en CSAPA demeure à privilégier (observance des rendez-vous et propositions de soins plus larges).

Comme évoqué l'année précédente, nous sommes bien sortis de l'expérimentation. La période de transition n'a eu aucun impact sur notre pratique et l'offre de soins. Nous restons dans l'attente de nouvelles modalités à venir courant 2025. ».

Le soin résidentiel

Présentation du CSAPA Résidentiel Blannaves

 **L'**accompagnement au CSAPA Blannaves est une démarche volontaire qui peut être la suite d'une orientation faite par des professionnels de santé ou une équipe éducative.

En première intention, le centre assure l'accueil de toute personne en demande d'informations pour elle-même ou pour un proche. Les modalités d'admission sont consultables sur : www.ekko-asso.fr

Le centre est ouvert à toute personne majeure, homme ou femme, ayant des difficultés liées aux addictions avec ou sans produits, ainsi qu'à leur famille et l'entourage. La confidentialité y est garantie.

L'accompagnement est proposé en fonction du parcours de la personne accueillie. Le CSAPA propose plusieurs modalités de soin résidentiel : collectif, en appartement ou en accueil familial. La durée du séjour sera déterminée par le contrat de séjour et ajusté dans le cadre du projet personnalisé d'accompagnement réalisé avec la personne.

Toutefois, les séjours ne peuvent pas excéder une durée d'un an. A l'issue de ce séjour, l'équipe du CSAPA peut mener un accompagnement «hors les murs» afin de favoriser l'inclusion sociale.

Le CSAPA répond à des missions d'accueil, d'information, d'évaluation médico-psychosociale et d'orientation. Cet établissement s'inscrit également dans une action de réduction des risques et des dommages, par la mise à disposition de matériel et d'informations.

Un accompagnement pluridisciplinaire au CSAPA blannaves



Le soin tient compte de la diversité des situations d'addictions dans le souci d'accompagner, de définir, d'acquiescer et de maintenir la qualité de vie souhaitée.

L'équipe pluridisciplinaire construit avec chaque personne accueillie un projet personnalisé, celui-ci peut-être évolutif tout au long de la durée de son séjour.

L'accompagnement et les soins débutent, évoluent et s'adaptent en fonction des demandes de la personne, de ses besoins et des moyens de la structure.

L'accompagnement socio-éducatif

L'équipe socio-éducative propose :

- Une évaluation sociale personnalisée et une mise à jour des situations administratives.
- Une aide à l'inclusion.
- L'accompagnement dans le quotidien.
- L'accès aux droits sociaux et leur maintien.

- Une orientation vers des partenaires.
- Des visites de suivi.
- L'animation d'ateliers.
- Une démarche de réduction des risques et des dommages.

L'accompagnement psychologique

La psychologue propose :

- Des ateliers thérapeutiques.
- Des entretiens cliniques individuels.
- Des moments de réflexion autour de la relation de dépendance pour tenter de comprendre les mécanismes et déclencheurs.

L'accompagnement médical et paramédical

Le médecin et les infirmiers proposent :

- | | |
|---|--|
| ➤ Une évaluation médicale individualisée. | ➤ Des soins infirmiers. |
| ➤ La délivrance des traitements en particulier les médicaments de substitution aux opiacés. | ➤ Une démarche de réduction des risques et des dommages. |

Le CSAPA propose également une aide alimentaire et financière sous conditions.

Les différents accueils



Le soin résidentiel en centre collectif

Le centre collectif est un pavillon avec un grand jardin arboré situé à Alès :

- 8 places dont une accessible aux personnes à mobilité réduite
- Chambres individuelles équipées de salles de bains et toilettes.

L'accueil collectif permet un accompagnement permanent avec un suivi médical, psychologique et social renforcé. Cette modalité d'accueil peut être proposée aux personnes qui ont besoin d'un cadre de vie contenant avec la dynamique d'un groupe. Cette organisation permet de favoriser les relations sociales pour des personnes qui se sentent isolées. L'accompagnement au collectif se caractérise par un soutien de la gestion du quotidien, la réduction des risques et des dommages et la promotion du développement personnel.

Des activités et des ateliers sur des thématiques variées sont organisés afin de découvrir de nouvelles sources d'occupation. Les activités peuvent être relatives à l'alimentation, au sport adapté, au bien-être, à la créativité. Des sorties culturelles et thérapeutiques sont également proposées.

Le soin résidentiel en appartement

Les appartements sont diffus dans la ville d'Alès et sa proche périphérie.

Chaque personne est accueillie dans un appartement individuel. Au total, 12 places sont disponibles. En fonction de la configuration et de la disponibilité des appartements, il est possible d'accueillir un parent avec enfant(s).

L'accueil en appartement peut être proposé en premier lieu ou bien accessible après un séjour préalable au centre collectif ou en accueil familial.

L'objectif de cet accueil est la mise en œuvre d'un projet d'accompagnement individualisé au cœur de la cité en tenant compte des problématiques de chacun.

Plusieurs éléments peuvent faire partie de l'accompagnement qui est proposé en fonction des souhaits de la personne accueillie : réduction des risques et des dommages, autonomie, volet professionnel, inclusion sociale, mise en relation avec des partenaires pour appréhender le volet médical, culturel, sportif...

Lors d'un accueil en appartement, les animaux sont admis sous conditions (cf. règlement de fonctionnement). Certains appartements sont réservés à des modalités d'accueil spécifiques comme :

Le soin résidentiel en appartement d'accueil à seuil adapté - AASA

L'appartement d'accueil à seuil adapté (AASA) permet d'accueillir des personnes en situation d'addiction souffrant de pathologies, nécessitant un traitement. Le suivi de la pathologie est réalisé par des professionnels de santé extérieurs au centre ; par conséquent, cet accueil est réservé aux personnes originaires du département afin de faciliter les déplacements.

L'accompagnement se fait au rythme de la personne et de ses souhaits afin de pouvoir renforcer le contenu et les objectifs du projet, dans différents domaines. Le soin de la pathologie est prioritaire puisque l'objectif de cet accueil est une amélioration de l'état de santé. Le soin de l'addiction vient au second plan, sans obligation d'abstinence ni de sevrage préalable.

L'hébergement devient alors un espace de répit et un outil de réduction des risques et des dommages pour faciliter l'accès aux soins.

Le soin résidentiel à bas seuil

La capacité d'accueil de cette modalité est de deux personnes. Le soin résidentiel à bas seuil permet de mettre l'accent, en premier lieu, sur le bien-être et la santé de la personne, l'accueil devient alors un espace de répit. Puis dans un second temps, et en fonction des objectifs de la personne accueillie, la gestion des consommations pourra être l'un des objectifs de l'accompagnement.

Il s'agit d'une mise à l'abri, à partir de laquelle les professionnels suivent le rythme de la personne accueillie dans le but d'évaluer correctement ses objectifs, notamment de soins.

L'accueil familial

Les accueillants familiaux sont des familles bénévoles qui ont participé à une sensibilisation et qui se trouvent dans un rayon de 70km autour du bassin alésien.

Elles ont une capacité d'accueil ou d'hébergement d'une seule personne mais peuvent parfois accueillir un parent avec enfant(s).

Les personnes accueillies par une famille devront être sevrées ou avoir substitué le produit par une démarche de soins, nécessitant un accompagnement individualisé permanent. Cette individualisation de l'accueil permet à chacun de faire des rencontres et de partager son expérience en vue de créer les conditions d'une reconstruction personnelle et sociale. Ce type d'accueil permet également de favoriser l'autonomie sociale et la réinsertion professionnelle.

L'inclusion sociale

Ce procédé permet au service technique de l'association de contribuer à l'aménagement des personnes qui s'installent dans leur propre logement à l'issue de leur séjour. Ainsi, par le biais de ce dispositif, le Centre de Blannaves peut également solliciter les différents acteurs du territoire pour assurer et coordonner la continuité du suivi éducatif, médical et psychologique des personnes en difficulté.

L'accueil prioritaire temporaire

L'accueil prioritaire est un espace relais entre l'amont et l'aval du parcours de soins d'une personne. L'accueil, d'une durée de 14 jours, renouvelable une fois, peut être réalisé dans la modalité appartement ou collectif, au regard des places disponibles.

L'accompagnement se fait en partenariat avec le service extérieur ayant orienté la personne.

Analyse de l'activité



Les données quantitatives présentées ci-dessous concernent uniquement la période du 01 janvier au 31 décembre 2024.

Données statistiques concernant les départs et arrivées de l'année 2024

Tableau N°1 : Nombre de départs et d'arrivées par mois sur l'année 2024

Mois	Nombre d'arrivées	Nombre de départs
janvier	2	2
février	2	3
mars	2	0
avril	2	4
mai	4	1
juin	3	3
juillet	4	3
août	3	4
septembre	0	1
octobre	3	1
novembre	1	1
décembre	0	1
Total	26	27

Ce sont 42 personnes qui auront été accueillies au sein du CSAPA Résidentiel. Nous aurons accueilli et accompagné 35 hommes (83,3 %) et 7 femmes (16,6 %) contre 34 hommes et 9 femmes en 2023.

Au cours de l'année 2024, il y a eu 27 départs contre 26 arrivées. Les motifs de départs sont abordés dans le tableau n°3 (motifs de sorties).

Les données ne prennent pas en compte les sorties suivantes :

- **Départ d'une personne accueillie pour un sevrage et/ou vers une cure** avec un retour programmé au CSAPA Résidentiel Blannaves d'Ekko.
- **Changement de modalité d'accueil pour une personne accueillie** (par exemple le passage du Collectif en Appartement ou vers l'Accueil Familial).

Tableau n°2 : Tranches d'âge des personnes accueillies

Tranches d'âge	Nombre de personnes
20 à 24 ans	1
25 à 29 ans	3
30 à 39 ans	4
40 à 49 ans	17
50 à 59 ans	14
60 ans et +	3

En 2024, 34 des 42 personnes accueillies ont plus de 40 ans, ce qui correspond à un total de 80,9 % du public. Il est à noter que 17 d'entre eux ont plus de 50 ans, soit 50 % des personnes concernées (17). On peut constater que les demandes de prise en charge montrent un vieillissement des personnes accueillies.

De plus, ce que ne reflète pas ces données est un accroissement du nombre de première demande de soin pour ces personnes, environ 60 % d'entre elles.

Tableau n°3 : Motif de sortie des départs

Motif de sortie	Nombre
Contrat thérapeutique mené à terme	13
Réorientation vers une structure médicosociale plus adaptée	7
Exclusion	4
Hospitalisation sans retour sur EKKO	
Rupture à l'initiative du résident	3
Décès	
Autre	
Total	27

Ce sont 74% des personnes accueillies (20) qui ont pu envisager une sortie positive de nos dispositifs dans le cadre d'une continuité de leur parcours de soins vers l'extérieur, chiffre du même ordre que les années précédentes.

14,8 % des personnes (4) ont été exclues du centre. Ces situations arrivent encore, notamment avec des personnes qui sont accueillies dans le cadre d'une première démarche de soin qui ne correspond pas à leurs attentes ou les situations dont les comportements sont devenus inappropriés, avec une mise en danger d'eux-mêmes et d'autrui. 11 % des personnes (3) ont souhaité mettre fin à leur prise en charge pour différentes raisons : l'envie du produit est trop forte, la fin d'une obligation de soin, le besoin d'un retour au sein de la famille. Il s'agit souvent de personnes qui ont une pression d'obligation de soin, notamment lorsqu'elle est familiale.

Chacune des sorties va nécessiter un temps de remise en état, de désinfection, éventuellement de travaux et peinture immobilisant temporairement le logement. Pour ces actions nous sommes tributaires des organisations des associations intermédiaires ou artisans. Ces immobilisations représentent sur l'année 2024, 331 journées.

Tableau n°4 : Répartition de la durée d'hébergement des sortants.

Durée	Nombre
Moins d'un mois	3
De 1 à moins de 3 mois	5
De 3 à moins de 6 mois	10
De 6 mois à un an	7
Plus d'un an	2
Total	27

En 2024, on relève quelques variations sur la durée moyenne de l'hébergement au CSA-PA, toutes modalités confondues, passée de 164 journées au lieu de 130 journées l'année précédente. Il est à noter que la modalité « accueil prioritaire » dont la temporalité d'hébergement est de 15 jours renouvelable une fois, fait baisser la durée moyenne de la prise en charge moyenne.

Tableau N°5 : Répartitions des journées réalisées en 2024 au sein du CSAPA Résidentiel (Toutes modalités confondues)

CSAPA Blannaves	Journées réalisées			Journées immobilisation pour travaux	Total Journées Réalisées
	Résidentiel Appart	Accueil Familial	Résidentiel Collectif		
Janvier	310	31	217	14	572
Février	276	29	212	20	537
Mars	309	31	241	17	598
Avril	327	30	199	6	562
Mai	260	44	199	53	556
Juin	313	30	223	20	586
Juillet	281	24	202	48	555
Août	360	0	213	31	604
Septembre	305	0	210	30	545
Octobre	361	0	206	31	598
Novembre	325	0	236	30	591
Décembre	306	0	248	31	585
Total	3733	219	2606	331	6889

Le taux d'occupation sur l'ensemble du CSAPA est de 81,83 % pour un total de 6889 journées réalisées contre 75,83 % et 6366 journées réalisées en 2023. La modalité « Accueil Familial » reste une modalité d'accueil peu sollicitée par les demandeurs. Un des accueillants s'est vu suspendre ses prises en charge depuis le début de l'été, et ce pour des raisons sanitaires. Nous réfléchissons à la réorganisation de la répartition des places afin d'être en cohérence avec les attentes et les besoins des personnes accueillies, notamment sur une réduction des places en « Accueil Familial ».

Tableau N°6 : Répartitions des journées réalisées en 2024 au sein de la modalité appartement au CSAPA Résidentiel

CSAPA Blannaves Appartement	Nombre De Jours	Nombre de Places	Journées Effectives	Journées Réalisées	Taux D'occupation Mensuel
Janvier	31	11	341	310	90,91%
Février	29	11	319	276	86,52%
Mars	31	11	341	309	90,62%
Avril	30	11	330	327	99,09%
Mai	31	11	341	260	76,25%
Juin	30	11	330	313	94,85%
Juillet	31	11	341	281	82,40%
Août	31	11	341	360	105,57%
Septembre	30	11	330	305	92,42%
Octobre	31	11	341	361	105,87%
Novembre	30	11	330	325	98,48%
Décembre	31	11	341	306	89,74%
Totaux	366	11	4026	3733	92,72%

● couple

Le taux d'occupation sur la modalité appartement augmente encore cette année de plus de 8 % par rapport à l'année passée de 84,23 % à 92,72 % cette année. Cette augmentation correspond à des durées de prises en charge plus conséquentes en termes de journées réalisées. De plus, le travail autour de la notion « d'habiter » par l'équipe pluridisciplinaire a permis de réduire les temps d'immobilisations d'appartements qui, au préalable nécessitaient des rénovations ou du nettoyage plus longtemps. Aussi, nous avons accueilli un couple depuis le mois d'août, tous deux ont une problématique addictive différente. Les demandes de prises en charge pour les couples sont à la marge.

**Tableau n°7 : Nombre de journées
Réalisées et pourcentage en fonction des modalités détaillées d'accueils des appartements.**

Détails CSAPA Blannaves Appartement	Total Journées réalisées	Journées Bas Seuil	Journées AASA	Journées Appart Classique	% Bas Seuil	% AASA	% Appart Classique
Janvier	310	63	0	247	20,32	0,00	79,68%
Février	276	87	0	189	31,52	0,00	68,48%
Mars	309	93	0	216	30,10	0,00	69,90%
Avril	327	90	0	237	27,52	0,00	72,48%
Mai	260	93	0	167	35,77	0,00	64,23%
Juin	313	90	0	223	28,75	0,00	71,25%
Juillet	281	93	0	188	33,10	0,00	66,90%
Août	360	93	0	267	25,83	0,00	74,17%
Septembre	305	90	0	215	29,51	0,00	70,49%
Octobre	361	58	0	303	16,07	0,00	83,93%
Novembre	325	30	0	295	9,23	0,00	90,77%
Décembre	306	31	0	275	10,13	0,00	89,87%
Totaux	3733	911	0	2822	24,40	0,00	75,60%

Bien que le taux d'occupation de 92,72% soit satisfaisant sur la modalité appartement, nous n'avons pas réussi à mobiliser le partenariat médical quant à la modalité AASA (Appartement d'Accueil à Seuil Adapté) Ce dispositif a pour vocation d'accueillir des personnes en consommation active ayant une pathologie associée à leurs addictions. Depuis le mois d'août, nous accueillons un couple, ce qui a pu produire une suroccupation sur cette période.

Tableau n°8 : Nombre de journées réalisées et pourcentage en fonction des modalités « Accueil Familial ».

CSAPA Blannaves	Nombre de Jours	Nombre De Places	Journées effectives	Journées réalisées	Taux d'occupation Mensuel
Janvier	31	4	124	31	25,00%
Février	29	4	112	29	25,89%
Mars	31	4	124	31	25,00%
Avril	30	4	120	30	25,00%
Mai	31	4	124	44	35,48%
Juin	30	4	120	30	25,00%
Juillet	31	4	124	24	19,35%
Août	31	4	124	0	0,00%
Septembre	30	4	120	0	0,00%
Octobre	31	4	124	0	0,00%
Novembre	30	4	120	0	0,00%
Décembre	31	4	124	0	0,00%
Totaux	366	4	1460	219	15,00 %

Comme évoqué précédemment, cette modalité n'est pas ou que trop peu sollicitée par les personnes demandant une prise en charge. Le taux d'occupation est passé de 24,45 % l'année dernière à seulement 15 % en 2024. Nous réfléchissons à la transformation de 2 des 4 places proposées sur l'année 2025. Nous aurons accueilli seulement 2 personnes sur cette modalité. L'accueil de la dernière personne s'est achevé en juillet dernier, au terme prévu de la prise en charge.

Tableau n°9 : Nombre de journées réalisées et pourcentage en fonction des modalités « Accueil Collectif ».

CSAPA Blannaves Collectif	Nombre de Jours	Nombre De Places	Journées effectives	Journées réalisées	Taux d'occupation Mensuel
Janvier	31	8	248	217	87,50%
Février	29	8	232	212	91,38%
Mars	31	8	248	241	97,18%
Avril	30	8	240	199	82,92%
Mai	31	8	248	199	80,24%
Juin	30	8	240	223	92,92%
Juillet	31	8	248	202	81,45%
Aout	31	8	248	213	85,89%
Septembre	30	8	240	210	87,50%
Octobre	31	8	248	206	83,06%
Novembre	30	8	240	236	98,33%
Décembre	31	8	248	248	100,00%
Totaux	366	8	2928	2606	89 %

Le taux d'occupation de la modalité Accueil en collectif du CSA-PA Résidentiel s'élève cette année à 89 % contre 89,97 % l'année dernière. La variation du taux reste cohérente et constante. Sans conteste, l'ouverture continue reste une plus-value dans le choix posé par les personnes accueillies, ce qui évite toute rupture potentielle de soins.

De plus et depuis de nombreuses années, EKKO porte le projet associatif clair, que nous relayons aussi bien en interne qu'auprès des partenaires pour que l'accueil collectif ne soit plus connoté « lieu d'abstinence ».

Une place reste dédiée au « plan crack » géré par la Préfecture et l'ARS d'Île de France.

Service appartements



Un objectif thérapeutique : l'amélioration de la qualité de vie

Stéphanie Bonnet, éducatrice spécialisée “

L'hébergement au CSAPA de Blannaves a pour objectif de permettre aux personnes que nous accueillons d'améliorer leur qualité de vie physique, psychique et matérielle. Complexe à définir, la notion de qualité de vie est essentiellement subjective car chargée de représentations. Elle se caractérise essentiellement par la prise en compte d'une expérience singulière. Pour que cette amélioration devienne un objectif thérapeutique, il s'agit d'être l'accompagnant qui tente au mieux d'aller vers l'initiative de chacun(e) face à son propre cadre de vie et perception du soin à court, moyen et long terme.

Positionnée sur le service des appartements, la rencontre se dynamise autour cet espace-temps de répit, support de l'expression identitaire. Habiter ne se résume ni à la fonction primaire de l'habitat (abri) ni à la fonction contenante (passive) du logement. Il y a dans ce phénomène une intentionnalité et un caractère spécifiquement humain en lien avec le projet de la personne. A travers les actes et événements de la vie quotidienne, la personne partage alors un intime constitué de sensations et d'émotions. La façon dont elle va investir cet ancrage symbolique est un reflet de son organisation de sujet et de sa problématique interne. Si elle est la seule à vivre au jour le jour avec ses difficultés qu'elle ne sait parfois nommer, il s'agit alors de l'aider à identifier ses priorités, à exprimer le décalage entre ce qu'elle souhaite et ce qu'elle perçoit. Les leviers pour franchir les obstacles ainsi que la perception propre du risque et de ce qui est dommageable pour elle peuvent être ainsi évalués et étayés.

Œuvrer à l'amélioration de la qualité de vie, c'est accueillir l'altérité et composer avec un champ de possibles. C'est accompagner la personne, pas après pas, à se décaler d'un comportement bousculé par la répétition de symptômes et de résistances paradoxales. Le défi devient alors collaboration mettant en lumière le ressenti d'une personne sur sa vie mais également son implication dans son séjour de soin. Cette opportunité renvoie l'individu à sa propre capacité d'être acteur de son devenir, de décider et de choisir une perspective en faveur d'un mieux-être. ”

L'alternance au sein du CSAPA résidentiel de Blannaves



Thomas XAVIER, Etudiant en 3ème année – Apprenti éducateur spécialisé “

J'ai commencé mon apprentissage au CSAPA résidentiel Blannaves en septembre 2022. Lors de mon arrivée sur la structure, j'ai pu directement être positionné sur le même planning que mon maître d'apprentissage. Cette présence commune a permis de faciliter ma compréhension du fonctionnement du centre collectif, d'apprendre les bases nécessaires à l'accompagnement et notamment les spécificités liées au secteur de l'addictologie mais également de favoriser une meilleure mise en relation avec le reste de l'équipe.

Tout au long de l'accompagnement de l'alternant, différents moyens sont mis en place afin de favoriser la meilleure progression possible aussi bien au niveau professionnel que scolaire. Bien que non obligatoire pour la structure, j'ai pu assister aux différents temps d'analyses des pratiques mis en place sur l'établissement et j'ai également eu droit à des horaires spécifiques pour travailler les écrits liés à ma formation d'éducateur spécialisé. Le positionnement de l'association m'a permis de participer à différentes formations professionnelles. L'accompagnement permet donc une progression professionnelle qui respecte les critères formulés par le centre de formation.

Concernant les outils, j'ai eu libre accès à la bibliothèque de l'établissement et de manière plus globale à l'ensemble des textes et documents internes disponibles.

La mobilité et la disponibilité des équipes et des différents services sont également à mettre en avant. En effet j'ai eu la possibilité d'avoir des temps privilégiés avec chaque membre de l'équipe pluridisciplinaires. Enfin, à ma demande, j'ai pu être positionné sur les différentes modalités proposées par la structure et sur les différents établissements de l'association.

Il me paraîtrait intéressant que la mobilité sur les différents services de l'association soit systématique pour les prochains stagiaires et apprentis, ainsi que les temps de rencontre avec les différents professionnels de la structure.

Pour conclure, les dispositions prises par l'association et l'implication des différents professionnels présents permettent, à mon sens, d'installer un cadre professionnel sain permettant à l'alternant de se développer à son rythme et d'avoir des espaces de paroles propices à régler les problèmes auxquels il pourrait être confronté, dans le secteur professionnel ou dans la réalisation de son parcours de formation. ”

L'accompagnement psychologique



Virginie Sergent, psychologue au CSAPA-CTR Blannaves “

Je souhaitais ici réaliser un petit focus sur l'apport de l'accompagnement dans le « soin » d'une personne. En psychologie, lorsque l'on pense « soin », on pense souvent « psychothérapie », qui a pour objectif d'induire des changements internes profonds chez la personne. L'accompagnement, quant à lui, peut être perçu comme une offre de présence, d'écoute active et de soutien à la verbalisation des affects. En ce sens, il peut permettre d'atténuer les souffrances et de, simplement, continuer à vivre. Bien que l'accompagnement n'apparaisse pas toujours suffisant, il semble pour autant s'avérer nécessaire pour qu'un soin tel qu'énoncé plus haut puisse se produire.

Pour qu'il puisse y avoir accompagnement, il faut qu'il y ait rencontre. Dans cette rencontre, il s'agit d'« accueillir les personnes là où elles sont et là où elle en sont ». La rencontre s'opère dans un lieu, où l'accompagnant accueille la personne physiquement, accueille une parole, une souffrance, accueille aussi ce qui ne se dit pas ou n'ose pas se dire. La personne accueillie, elle, accueille cet espace de parole et se voit offrir une possibilité de prendre un temps pour soi.

En offrant une continuité de présence, c'est-à-dire en étant « aux côtés de », dans l'accueil et la rencontre, un lien pourra s'établir. Cette qualité du lien semble nécessaire pour la qualité du soin envisagé par la personne. D'ailleurs, n'oublions pas qu'elle est notre premier « collaborateur de soin ».

Pour conclure, l'accompagnement dans le « soin » présuppose d'accueillir la réalité psychique de la personne, en écoute et en présence, en tentant de se dégager de toute représentation sociale. Faire savoir à la personne que l'on est en capacité de l'entendre peut favoriser la qualité du « soin ». C'est ainsi qu'au cours de l'année 2024, j'ai accompagné 58 personnes ayant pour objectif thérapeutique principal la préven-

tion de la rechute. Selon les personnes, pour répondre à cet objectif, il a pu s'agir d'un travail sur la restauration de l'estime de soi ; sur le développement des compétences psycho-sociales et/ou régulièrement sur la régulation des émotions. ”

Des actions de prévention avec les partenaires extérieurs



Sensibilisation adultes ressources

Lors de la dernière journée de sensibilisation adultes ressources de mars 2024, coordonnée avec Réséda ; Aides ; Logos Alès et Blannaves, il y a eu 17 professionnels provenant du territoire Grand'Alésien.

Cette journée de sensibilisation s'adresse à tout professionnel ou bénévole accueillant ou accompagnant des publics, amené à s'interroger sur ses pratiques professionnelles au sujet des addictions. On y retrouve des professionnels sociaux et médico-sociaux, personnels de l'Éducation Nationale, adultes relais, animateurs des centres de loisirs et maisons de quartier, éducateurs, personnels des centres de formation et d'apprentissage, structures d'accueil et d'hébergement, familles d'accueil, etc. Nous essayons d'organiser cet événement au minimum une fois par an, pour répondre aux besoins des professionnels du territoire.

Les objectifs généraux de cette sensibilisation sont :

- Accroître ou consolider les connaissances en matière comportements addictifs.
- Appréhender de manière partagée la problématique des addictions.
- Développer un savoir être et une écoute auprès des publics confrontés à des comportements addictifs.
- Partager un langage commun autour de la prise en charge des addictions.
- Mieux identifier les ressources locales pour la prise en charge des addictions.

D'un point de vue pédagogiques, les objectifs visés sont :

- Travailler sur les représentations liées aux addictions.
- Mieux comprendre les mécanismes qui sous-tendent l'addiction.
- Consolider et développer une articulation locale entre les acteurs de terrain.

L'évaluation de cette action réalisée auprès des participants, révèle une satisfaction générale. Le fait de pouvoir exprimer ses questionnements ou expériences professionnelles, face à des professionnels du champ de l'addictologie a permis à l'ensemble des participants de trouver des ressources sur le territoire en vue d'accompagner au mieux ce public.

Le fait d'avoir organisé cette journée au sein du centre de Blannaves a également permis aux différents professionnels de repérer les lieux ainsi que mieux connaître l'approche du soin dans un CSAPA avec hébergement.

Pour l'association, cette journée permet également de mieux se faire repérer par les potentiels partenaires extérieurs. Le fait de présenter notre travail, les différentes structures de soins, ainsi que les professionnels de terrain, donne une vision de nos actions à ces professionnels qui peuvent parfois sembler éloignés du soin.

Une nouvelle journée sera proposée aux professionnels du territoire, en début d'année 2025.

Journée Forum santé jeune

Le 15 mai 2024, s'est tenue la seconde édition du forum santé jeunes sur la ville d'Alès. Cette action portée par Réséda, permet de fédérer les acteurs du territoire autour du public jeune. Nous avons été sollicités parmi 13 structures du bassin, afin de faire de la prévention autour de la thématique de la réduction des risques liés à l'usage de protoxyde d'azote. Des jeunes accompagnés par l'association "Avenir Jeunesse" ont porté cette thématique et nous étions en soutien afin de les aider au mieux à répondre aux questionnements du public.

Au cours de cette journée, 1012 jeunes provenant de 6 établissements scolaires du territoire, sont venus s'informer sur les thématiques suivantes :

- La santé sexuelle
- Le harcèlement, la protection
- Alimentation, bien-être, sommeil, sport
- Information santé globale
- Accès aux droits
- Addictions

La thématique la plus mise en avant a été celle autour du harcèlement. Bien que notre présence ait été appropriée, notamment dans le repérage des différents acteurs du territoire, nous avons pu évaluer que nous n'étions pas voire peu sollicités en tant que professionnels de l'addiction. Le fait d'avoir été un soutien auprès des jeunes souhaitant parler de cette problématique, nous a donné l'impression de ne pas réaliser une action efficace en ayant une place en retrait.

Journée Forum santé La Clède

L'association "La Clède" à Alès, détient plusieurs structures d'hébergements et d'accueils de jours, destinés aux personnes exclues, marginalisées, en situation de grandes précarités. Cette association nous a sollicités afin de participer à une journée "forum santé" ayant pour objectif de rassembler un maximum de services médicaux pour permettre une rencontre plus facile entre ces personnes et les services médicaux du territoire.

Durant cette journée, quelques personnes en situation de grandes précarités, sont venues nous rencontrer afin d'échanger autour de différentes problématiques addictives telles que le tabac, le cannabis et l'alcool.

Le bilan de cette action est plutôt pauvre en termes de rencontres avec des personnes accompagnées par cette association. Nous relevons quand-même, que cela aura permis de rencontrer les acteurs du territoire, avec qui nous pouvons être amenés à travailler autour d'enjeux de partenariats.

Intervention sensibilisation autour des addictions et notamment la nicotine, au lycée professionnel “Marie Curie” à Saint-Jean-Du-Gard

Le lycée professionnel Marie-Curie situé à Saint Jean du Gard, a sollicité notre association en vue de proposer un temps d'échange avec les jeunes élèves de ce lycée. Le constat du personnel de cet établissement est que de plus en plus de jeunes se mettent à la « Puff » sans même avoir déjà été confrontés à des consommations de tabac. L'engouement autour de la « Puff » est phénoménal. Nous avons pu constater que de nombreux jeunes n'hésitaient pas à augmenter au plus haut possible leurs taux de nicotine afin de jouer de leurs consommations auprès de leurs pairs.

Durant cette journée, nous avons eu la possibilité d'installer deux tables sur lesquelles nous avons déposé des informations concernant le tabac, les cigarettes électroniques, la « Puff », ainsi que les lois relatives à la vente de ces produits. Nous sommes restés disponibles dans cet espace, afin d'arriver à échanger avec les jeunes autour de leurs consommations. Au fil des discussions avec les jeunes, nous avons pu répondre à de nombreux questionnements concernant l'addiction, les drogues, l'alcool, les usages des écrans. Ces échanges nous ont permis de mettre en avant les consultations jeunes consommateurs, mais aussi nos interventions au sein de la microstructure de ce village. Des interrogations apportées par l'équipe encadrante ont alors émergé suite à cette intervention. Ils nous ont donc recontacté afin de mettre en place une seconde journée d'intervention sur les addictions mais cette fois-ci à destination des professionnels. Il semblerait qu'ils questionnent l'approche répressive qui a été mise en place depuis plusieurs années et qu'ils souhaitent dorénavant s'essayer à une approche plus ouverte des problématiques addictives que leurs jeunes peuvent développer.

Une approche sans jugement en vue de faciliter la communication.

Des fonctions transversales stratégiques

Les fonctions transversales sont des fonctions stratégiques qui répondent de la cohésion au sein d'une association regroupant plusieurs établissements de soin. Le recours à la transversalité est indispensable pour une coopération optimale entre les différentes entités de l'association.

Rôle et place du médecin coordonnateur :



L'association EKKO a fait le choix stratégique qu'un de nos médecins addictologue occupe une place de médecin coordonnateur. Cette fonction centrale est soumise à l'autorité de la directrice de l'association, en collaboration du directeur des services addictions.

Ses fonctions permettent de garantir le projet de soin de l'utilisateur aussi bien au sein du CSAPA Résidentiel Blannaves, qu'au CSAPA Ambulatoire LOGOS à Nîmes et son antenne LOGOS situé à Alès qu'au sein du CAARUD. Garantir le projet de soin de l'utilisateur c'est bien évidemment pour lui, être auprès des équipes pour répondre aux sollicitations des Infirmiers sur certaines situations mais aussi auprès de ses confrères et consœurs officiant au sein des différents établissements.

Le médecin coordonnateur est là pour assurer la qualité de la prise en charge au niveau associative, que ce soit dans l'élaboration de nouveaux protocoles, ou des vérifications des anciennes procédures.

Dans ce cadre, il peut formuler des propositions diagnostiques et thérapeutiques, tant médicamenteuses que non médicamenteuses, qu'il transmet au médecin traitant du résident.

Il est responsable d'actions d'information et propose la mise en œuvre des formations continues auprès des professionnels et du personnel des établissements.

Le médecin coordonnateur a ainsi un rôle de conseiller de l'équipe de direction.

Focus sur la coordination médicale

L'année 2024 a été marquée par l'évaluation externe en septembre pour laquelle différentes procédures ont dû être rédigées et/ou mise à jour. Le circuit du médicament, critère impératif, a nécessité de nombreuses heures de travail et de réflexion avec les différentes équipes des CSAPA et CAARUD. De nouvelles organisations ont dû être mises en place notamment l'arrêt de délivrance de médicaments « over the counter » au CAARUD, et la réalisation des piluliers des usagers du « collectif » par les IDE de Blannaves pour sécuriser entièrement le circuit médicamenteux. Une procédure d'aide à la prise médicamenteuse a été également rédigée, afin de préciser les contours des responsabilités de chacun et chacune dans la chaîne du médicament sur le CSAPA Blannaves. Ce travail en collaboration a permis d'obtenir la note maximale lors de l'évaluation.

Dans le même contexte, la procédure de « continuité de l'activité » a demandé des rencontres avec le CAARUD permettant de rédiger des procédures adaptées à leur public, notamment en cas de canicule ou de grand froid.

Un temps de rencontre IDE/médecin coordinateur a été instauré de façon trimestrielle sur le CSAPA Logos Alès. Compte tenu de l'efficacité de ces temps d'échange, des temps de rencontre seront également mis en place sur LOGOS Nîmes courant 2025.

Un ECG connecté, permettant d'avoir une lecture de l'enregistrement par un cardiologue en « instantané » a également été testé sur Nîmes. Des discussions sont en cours afin de savoir si oui ou non, nous généralisons ce type de matériel aux autres structures.

Des temps de réflexion seront nécessaires au développement des activités de dépistage (FIBROSCAN, ECG, voire spirométrie), ce d'autant plus qu'**en moyenne, 48 % des usagers du CSAPA ne rencontre jamais de médecin.**

Le suivi de l'activité globale du CSAPA reste complexe compte tenu des modalités de saisie des informations qui sont différentes d'un site à l'autre et qui peuvent également varier de façon inter professionnelle. Aussi, le logiciel métier actuel ne permet pas une analyse fine des chiffres. Des temps de réflexion seront nécessaires afin d'homogénéiser le plus possible les saisies, et permettre de mettre en exergue des modalités de prise en charge spécifique avant la mise en place du nouveau logiciel métier courant deuxième semestre 2025.

Une assistante sociale associative :



Nous vivons dans un contexte social et sociétal en constante évolution, marqué par de nombreuses incertitudes. Les différentes formes de précarité, les inégalités et la « complexification » des problématiques individuelles et collectives, demandent un savoir-faire et un savoir-être pour tous les travailleurs sociaux et notamment les assistant.e.s de service social (ASS).

En 2019, nous avons validé une formation d'ASS pour une de nos salariées qui a obtenu ce diplôme en 2022. Elle articule expertise technique, engagement humain et vision holistique des situations. L'intervention de l'assistante de service social est un maillon qui nous paraît indispensable de notre système de protection sociale et dans l'offre de service que l'association propose aux personnes que nous accompagnons.

Ainsi, nous avons fait le choix fort que cette fonction soit mutualisée sur l'ensemble des établissements de l'association. En effet, au sein de nos structures, une partie conséquente des personnes accompagnées est constituée de personnes en situation administrative précaire, notamment sur l'ouverture des droits sociaux. Elle accompagne directement l'utilisateur sur ses droits, intervient auprès des équipes afin de développer les compétences de chacun d'eux. L'accès à l'hébergement et/ou au logement est un défi constant. Ainsi, il nous a semblé essentiel qu'elle participe aux instances SIAO du département (Service intégré d'accueil et d'orientation). Le SIAO joue un rôle fondamental de mise en réseau et de coordination des acteurs intervenant auprès des personnes sans domicile.

La mutualisation de ce poste a pour vocation de permettre et de faciliter l'autonomie des personnes en précarité administrative et soutiennent la personne accompagnée dans un projet de soin plus serein.

Rôle et place du responsable Qualité :



Afin de soutenir et de renforcer l'équipe de direction dans la préparation des évaluations des établissements (CAARUD et CSAPA ambulatoire et résidentiel), l'association crée un poste de responsable qualité en 2024. Cela marque la volonté d'une part d'introduire une culture de la qualité dans les établissements et d'autre part d'harmoniser cette notion au niveau associatif.

Renvoyant souvent à des normes et des réglementations, la notion de qualité est peu familière dans notre secteur d'activité. Pourtant, les exigences de la Haute Autorité de Santé visent à garantir la qualité des prestations et le respect des droits des personnes accompagnées. En ce sens, la qualité dans nos établissements serait davantage l'aptitude de nos services à répondre aux attentes et aux besoins des personnes que l'on accueille plutôt qu'une mise en conformité paralysante.

Les évaluations de cette année ont souligné l'engagement des professionnels auprès des personnes accueillies et la nécessité de valoriser ce travail. Cela passe par de l'écrit et de la formalisation et surtout de la réflexion sur ce que l'on fait, comment et pourquoi on le fait. Ces réflexions éthiques nous permettent d'être toujours dans la bienveillance et l'accompagnement des personnes.

Ainsi, au-delà des impératifs réglementaires, la qualité doit avant tout être une démarche réflexive, une empêcheuse de tourner en rond, venant questionner constamment les pratiques, même quand ça a toujours bien fonctionné. En ce sens, elle est pleinement compatible avec une approche humaniste centrée sur la relation avec la personne.

La culture de la qualité dans l'association se matérialise par la naissance d'un comité sur la conscience éthique qui va voir le jour en 2025 impliquant tous les établissements de l'association. Ainsi, bien que le poste de responsable qualité s'arrête, il aurait toute sa place et son intérêt afin de garantir la poursuite de cette dynamique associative.

PACQ : des projets sur 5 ans

suite aux évaluations externes des CSAPA et du CAARUD

L'association souhaite la poursuite et le développement des actions déjà engagées, notamment au niveau de la prévention, des soins et des actions de formation.

Basé sur les thématiques prioritaires dégagées par l'Agence Régionale de Santé, le présent projet a pour vocation de répondre aux objectifs du Projet Régional de Santé. Ainsi, les deux CSAPA et le CAARUD sont des maillons indispensables de la filière addictologie.

Nous avons réalisé les évaluations de la qualité de nos établissements médico-sociaux au mois de septembre 2024. Suite aux différents rapports finaux de ces évaluations, nous avons à construire un PACQ.

Un plan d'amélioration continue de la qualité (PACQ) est un outil regroupant l'ensemble des actions d'améliorations préconisées lors des évaluations externes, permettant la construction des projets d'établissements ayant comme support le projet associatif. Il s'inscrit dans un processus de mise en œuvre d'actions correctives et/ ou d'amélioration de la qualité sur cinq ans, aussi bien sur l'accompagnement des personnes accompagnées que dans l'intérêt de nos personnels que dans la gestion de la gouvernance des établissements.

Dans le cadre de notre plan d'amélioration de la qualité, nous souhaitons, en particulier :

 Conserver l'objectif de prise en soins adaptée, individualisée, cohérente et coordonnée en évitant le cloisonnement des conduites addictives, sans multiplier les structures,

pluridisciplinaire (médical, psychologique, social et éducatif) des personnes présentant des conduites addictives à des substances psychoactives ou sans produits,

 Poursuivre et développer l'accueil, l'information, l'évaluation addictologique globale, l'accompagnement

 Renforcer les prises en charge familiales et de l'entourage,

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre et développer la diversification, | <p>addictives (en lien avec les Réseaux Locaux alésiens et nîmois : Reseda et les CPTS), de sensibilisation de la population pour mieux intervenir vers les publics à risque</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ S'inscrire pleinement dans la filière d'addictologie en lien avec le travail de réseau avec les partenaires extérieurs | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Développer le travail en réseau dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance avec la prise en charge des jeunes, |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre et développer les actions de prévention et de formation en lien avec le tissu socio-éducatif environnant (milieu scolaire, ...), notamment envers le public jeune dans un objectif de prévention des pratiques | <ul style="list-style-type: none"> ➤ S'inscrire dans une vraie démarche qualité par la mise en place d'un Comité éthique et Bienveillance associatif. |

Pour se faire, la méthodologie s'appuie sur 4 axes :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser des actions, | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un suivi en continue, |
| <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en place ces actions, | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ajuster au besoin ce qui a été mis en œuvre. |

Ainsi, cette méthodologie favorise à la fois la réalisation des objectifs, mais aussi leur suivi et permet de réagir en cas de difficultés de mise en œuvre. Elle sera proposée sous forme de tableaux reprenant l'ensemble des critères d'évaluations de la HAS pour chacun des trois établissements.



Nos services

L'inclusion numérique

➤ Environnement et stratégie du service	94
➤ Présentation du service Solidarnet	96
➤ Les actions	97
➤ Perspectives du service pour 2025	103

Environnement et stratégie du service

La numérisation de la société implique que chacun ait accès à des machines numériques (ordinateurs, smartphones, tablettes, imprimantes papier et 3D, etc.) et sache en faire usage. Aujourd'hui bon nombre de biens et de services sont pensés pour être accessibles à distance : acheter un objet, payer une facture, communiquer avec une personne, échanger des contenus, faire valoir des droits, déclarer à une administration, organiser un voyage, informer et être informé, etc.

Le dernier baromètre du numérique indique que **près d'un français sur deux plébiscite un accompagnement physique et gratuit pour remédier aux difficultés d'usage du numérique et 44% rencontrent encore des difficultés à effectuer des démarches en ligne**. Cet état de fait est fortement corrélé à la situation sociale du déclarant. En caricaturant, les accès aux biens et services sont pensés pour des personnes sachant lire et écrire le français, n'ayant pas de handicap sensoriel, pouvant bénéficier d'un entourage en mesure de les aider et disposant d'un numéro de téléphone stable, d'un outil numérique et d'un abonnement à un fournisseur d'accès.

Depuis 2018 l'État a consacré des efforts conséquents au soutien des acteurs de l'inclusion numérique à travers deux plans d'envergure : la Stratégie Nationale pour un numérique inclusif (2018–2022) puis France Numérique ensemble (2023–2027). Au cours de cette période, les dispositifs et les opérateurs se sont multipliés, parfois sans grande cohérence dans leurs articulations. Aujourd'hui nous assistons à une déclinaison locale de la stratégie nationale : les Préfectures de département sont chargées d'organiser des gouvernances locales avec les acteurs publics et privés et de rédiger une feuille de route pour un numérique inclusif. Cette dernière vise trois objectifs : identifier les besoins en ingénierie des territoires (recrutement, formation des agents, prestations d'études), coordonner les actions et identifier les leviers possibles de mutualisation des dépenses, formaliser les objectifs et les engagements notamment financiers de l'ensemble des parties.

Les collectivités locales se sont emparées de façon très hétérogène de la question de l'inclusion numérique. Certains Conseils Départementaux ont réagi très vite : politique portée par un(e) élu(e), modification des organigrammes dans les services pour inté-

grer cette préoccupation sociale, adaptation ou création des services rendus. D'autres sont aujourd'hui très en retard. Il en va de même pour les intercommunalités (Communautés de communes, Communautés d'agglomérations, Métropoles).

Solidarnet consacre 100% de l'activité du service à des actions d'inclusion numérique. Nous mettons en œuvre des formes d'aide et d'accompagnement pour des personnes physiques et morales qui rencontrent des difficultés parce que leur environnement se numérise.

Ces actions sont construites et déclinées en suivant **plusieurs axes stratégiques** :

➤ Promouvoir un numérique inclusif en partant des difficultés rencontrées par les personnes, et non pas uniquement en essayant sans cesse d'adapter ces dernières à leur environnement, lequel est en évolution permanente,

➤ Innover en multipliant les formes d'aides, en développant de nouveaux projets vers de nouveaux publics et de nouveaux territoires, en questionnant nos modes de faire et en collaborant avec les autres acteurs du territoire,

➤ Faire connaître et reconnaître les actions du service Solidarnet

d'Ekko sur le territoire gardois,

➤ Contribuer à favoriser les espaces de dialogue, de partage des pratiques et d'innovation entre les acteurs publics et privés du territoire gardois,

➤ Participer régulièrement à des espaces de réflexion nationaux, régionaux ou départementaux sur le numérique inclusif,

➤ Offrir un soutien aux publics accompagnés par le service addiction, en particulier pour les plus jeunes d'entre-eux,

➤ Garantir la stabilité financière et sociale du service.

Présentation du service Solidarnet

Les sites



Les locaux sont situés :

- au 132 boulevard Talabot à Alès et offrent sur deux niveaux :
un espace d'accueil, un open-space, deux salles de réunion et un bureau,
- au 20 boulevard Gambetta à Pont-Saint-Esprit.

L'équipe



Elle est constituée d'un directeur du service, de deux agentes d'accueil et d'administration et de 8 médiateur.trices numériques. Nous accueillons de plus un à deux jeunes en service civique et un nombre variable de stagiaires (entre 1 et 5 en simultané).

L'équipe de médiateur.trices numériques capitalise un pool de compétences à large spectre : programmation/codage, graphisme, conception de site, image/vidéo, spécialisation dans certaines démarches administratives complexes, pédagogie et formation, démarche qualité.

**L'année 2024
a été marquée
par deux faits notables :**

- l'ouverture d'une antenne du service à Pont-Saint-Esprit en septembre,
- l'ouverture d'un espace France services à Alès en octobre.

Les actions

Lever les freins à la fracture numérique, une extension à Pont-Saint-Esprit



L'action constitue une étape pour l'usager dans son parcours de recherche d'emploi ou de création d'activité dès lors que le professionnel qui l'accompagne repère que le numérique constitue un frein à ces projets.

Le public est alors orienté vers Solidarnet sur la base des repérages effectués par les référents emplois du Pôle emploi et de Cap Emploi, des travailleurs sociaux dans le cadre du parcours en accompagnement global et des Accompagnateurs socioprofessionnels des structures de l'insertion par l'activité économique (Chantiers d'insertion, Associations intermédiaires, ETTI).

Suite à un diagnostic approfondi des freins numériques à l'accès à l'emploi ou à la création d'une activité économique, un accompagnement individualisé sur rendez-vous est proposé à la personne, autant de fois que nécessaire, dans les locaux de Solidar-

net, effectué par un médiateur numérique qualifié. Il pourra, si cela est pertinent, être accompagné dans le cadre d'un collectif de personnes dont les besoins de montée en compétences sont similaires.

Le public accompagné relève en majeure partie d'individus dont deux-tiers sont des femmes avec un bas niveau de qualification, éloignés de l'emploi et en situation de précarité (bénéficiaires de minima sociaux, demandeurs d'emploi de longue durée).

En 2024, 348 participants ont été accompagnés sur les deux sites.

Le contenu des accompagnements, dont la répartition volumétrique a augmenté par rapport à 2023, se répartit comme suit :

- Inscription et diagnostic – 799 h
- Numérique et usages de la recherche d'emploi – 1191 h
- Initiation et perfectionnement bureautique pour élargir ses compétences et son employabilité – 2 616 h
- Les leviers de la création d'activité – 635 h
- Administratif et accès aux droits – 1 021 h



Inauguration de l'antenne de Solidarnet à Pont-Saint-Espirit

Cette année a été marquée par l'ouverture d'une antenne à Pont-Saint-Espirit, inaugurée en septembre 2024.

Nous avons, à cette occasion, recruté deux salariés supplémentaires et promu un salarié comme chargé de projet sur le site.

Cette action est financée par le Fonds Social Européen (FSE+) dans le cadre de sa programmation 2023–2027.

AIA : à chacun son numérique



L'AIA s'adresse exclusivement aux ayants-droits au Revenu de Solidarité Active, pour une durée de 6 mois renouvelable une fois. L'objet est de remobiliser les participants dans une dynamique d'amélioration de leur situation socioprofessionnelle, tantôt en groupe, tantôt lors de suivis individuels.

Nous postulons que la levée des freins numériques nécessaires à tant d'actes de la vie courante permettra de concourir à l'insertion des personnes. Par ailleurs, nous valorisons cet apprentissage comme autant de compétences acquises.

L'action proposée est envisagée en assumant le choix de plusieurs postures :

- Utiliser le numérique comme un support innovant de remobilisation
- Prendre en compte les difficultés émotionnelles liées au numérique
- Renverser les situations d'exclusion et de rejets liées à des tentatives infructueuses rencontrées auparavant
- Favoriser la pair-aidance et la dynamique de groupe
- Proposer un rythme, avancer par étapes
- Proposer un environnement chaleureux et favorisant les interactions sociales, les partages
- Assurer une dynamique collective tout en cherchant à résoudre les situations individuelles dans les usages du numérique
- Partir des outils dont les personnes disposent

C'est sur ces bases que nous visons les objectifs suivants :

- Assurer une dynamique de remobilisation, de sortie de l'isolement et de revalorisation de l'image de soi,
- Permettre la mise en valeur de la production des participants,
- Proposer le numérique comme un support d'insertion sociale ou professionnelle.

L'action est répartie sur deux sites géographiques distincts en direction de deux groupes de participants :

- Alès dans les locaux de Solidarnet
- Bessèges, dans les locaux de l'école municipale de La Cantonnade

Vingt personnes ont été accompagnées en 2024.

Cette action est financée par le Conseil Départemental du Gard.

Ouvrir des espaces d'inclusion numérique dans les quartiers populaires de la Politique de la ville



Solidarnet intervient chaque semaine sur plusieurs sites, accueilli par un partenaire fortement ancré dans son territoire : Centre social, Espace de vie sociale ou équipement municipal ou intercommunal.

Nous animons des ateliers destinés à favoriser l'autonomie dans les usages des outils numériques pour le public de ces structures. Deux salariés sont spécialement affectés à ces ateliers.

En 2024, nous avons investi 10 sites : Anduze (La Clède), Bessèges (CS Vallée de la Cèze), Cendras (CS Lucie Aubrac), Grandcombe (Médiathèque), Cévennes (Maison pour tous), Prés-St-Jean (Raia), Rochebelle (Coll. Anim 30), Saint Ambroix (CS Vallée de la Cèze), Tamaris (OMS).

Les deux médiateurs ont animé plus de 170 séances pour 83 participants vivant dans des quartiers populaires (58 femmes et 25 hommes) et composés à 58,7 % de seniors.

Cette action est financée par le dispositif de la Politique de la Ville sur le territoire d'Alès Agglomération.

Ouverture d'un espace France service dans les locaux alésiens



La labellisation France services constitue pour le service Solidarnet **une reconnaissance par l'État d'un service rendu depuis plusieurs années à une partie de la population de l'agglomération d'Alès**. En effet, notre outil de traçage de l'activité faisait état en 2023 de 392 accompagnements en dehors de toute activité financée, principalement axés sur les démarches administratives.

Cette labellisation a généré une forte augmentation du flux des publics dans nos locaux.



Inauguration de l'espace France services d'Alès

ACTES RÉALISÉS DEPUIS LA LABELLISATION

	● LANCEMENT SÉPTEMBRE 2024 oct. 2024	nov. 2024	déc. 2024	jan. 2025	fév. 2025
Actes	83	97	90	151	122
Cumul		180	270	421	543

Cette action est financée par l'État.

Expertises et prestations



Par ailleurs nous pouvons être sollicités pour des actions ou des expertises dans le domaine de l'inclusion numérique :

- **Achats d'ateliers numériques par des structures pour leurs publics** : Mutualité Française, CCAS d'Alès.
- **Participation à des études, colloques, tables rondes** : NEC national à Chambéry, NEC Régional à Toulouse, regroupement de référents départementaux du Hub Occitanie,
- Formateur et Jury pour les CCP 1, 2 et 3 du Titre professionnel «Responsable d'espace de médiation numérique», intervenant sur l'étude européenne «pratiques numériques des travailleurs sociaux», etc.

La fonction formation a été mise en veille au cours du second trimestre suite à la perte de l'agrément Qualiopi due au changement de numéro de SIRET, consécutif à la fusion avec l'APSA30.

Solidarnet assure aussi depuis 2022 la gestion administrative et financière du Réseau d'inclusion numérique gardois (Ring) dont il est cofondateur et grandement contributeur :

- Lauréat de l'AMI « Outiller la médiation numérique ».
- Correspondant gardois du Hub Occitanie Rhinocc.
- Recrutement et hébergement de son premier salarié depuis septembre 2024
- Assistance à la maîtrise d'œuvre de la feuille de route départementale "Gard numérique ensemble pour un numérique inclusif".

Perspectives du service pour 2025

L'année sera axée sur les dimensions suivantes :

1. Prendre en compte les conséquences et opportunités de la fusion :

- **Création d'outils de gestion et de pilotage** partagés avec le pool de direction,
- **Réaliser des actions communes :**
 - **montée en compétences numériques des professionnels** des services addiction d'Ekko,
 - **mise en place de services d'inclusion numérique en direction des usagers des services addiction** : création du Pôle jeune addictologie à Nîmes avec la Consultation jeunes consommateur et le dispositif TAPAJ, réalisation d'ateliers numériques au CSAPA résidentiel de Blannaves.

2. Interroger les montées en compétences des salarié.es du service

- Réalisation des entretiens professionnels,
- Mise en place d'un plan de développement des compétences des professionnels du service,
- Renforcer les espaces de collaboration interne, de partage de la pratique et de soutien aux salariés de Solidarnet, en s'appuyant autant que faire se peut sur les opportunités d'expertise des professionnels des autres services d'Ekko.

3. Développer de nouveaux projets, gérer les impacts du développement :

- La labellisation France services génère un flux d'activité supplémentaire conséquent qui interroge notre organisation interne, notamment la répartition des activités et tâches entre les salariés.
- L'extension de l'action FSE à Pont-Saint-Esprit doit servir de point d'appui pour déployer d'autres services d'inclusion numérique sur ce territoire,

- Renforcer les actions Politique de la ville sur le territoire de La Grand-Combe.
- Créer de nouveaux projets en investissant des champs non couverts : l'aide sociale à l'enfance (ASE), la santé (ARS).

4. Renforcer / améliorer l'existant :

- Améliorer la qualité dans la traçabilité du service rendu à l'utilisateur, adapter notre application spécifique destinée à élaborer et suivre l'accompagnement aux nouvelles actions.
- Travailler notre approche pédagogique dans les ateliers numériques proposés par Solidarnet.
- Retrouver la capacité d'effectuer des actions de formation
- Continuer de s'inscrire durablement dans l'écosystème de l'inclusion numérique gardois, régional et national



Nos services

Les services transversaux

➤ Bilan social	106
➤ Service technique	108

Bilan social

	Logos	Blannaves	Solidarnet
Moyenne annuelle ETP CDD/CDI confondus	22.43	24.17	10.69
Nombre de CDI en 2024	29	28	11
Nombre de contrats d'apprentissage	1	2	0
Nombre de CDD de remplacement	1	10	0
Nombre de femmes en CDI	21	17	3
Nombre d'hommes en CDI	8	11	8
Nombre de fins de contrat	2	2	0
Nombre de départs à la retraite	0	1	0
Stagiaires	5	0	17

Formations en cours d'emploi



- 1 éducateur spécialisé a été recruté en contrat d'apprentissage au sein du CSAPA Blannaves
- 1 Experte en contrôle de gestion et audit a été recrutée en contrat d'apprentissage au sein du CSAPA Blannaves
- 1 Moniteur éducateur a été recruté en contrat d'apprentissage au sein du CSAPA / CAARUD Logos
- Maxence DUROT a été promu chef de service sur le CSAPA Blannaves : formation CAFERUIS du 16-09-2024 au 31-10-2025)
- Francis GARNIER a été promu Directeur des services addictions.
- Jonathan WILDENBERG a été promu chef de service du CSAPA Logos Alès /Nîmes et du CAARUD)

Formations courtes



Nombre de salariés	Intitulé
1	Formation « Mois sans tabac »
7	« La journée scientifique et de formation en addictologie »
2	Formation « RDR »
1	Colloque « Quelle boussole pour quelle psychiatrie ? »
2	Formation gesivi « violence, insécurité, émotions »
3	Formation « Psycho Trauma niveau 1 »
3	Formation « Psycho trauma Niveau 2 »
41	Formation « PSC1 »
23	13 ^{ème} Congrès de la fédération addiction
6	« Stage observation des comportements »
1	Réunion des Directeurs
2	Formation « Unplugged »
1	Journées nationales « TAPAJ »
2	Formation « DJASE »
1	Formation « Bref addiction »
3	« Ateliers de la Grande Motte »
1	Formation « sensibilisation accueil respectueux des personnes LGBTQIA »
1	2 ^{ème} Congrès de Toulouse « Repérage des comorbidités en Addictologie »
3	Stage « observation des comportements »
9	Formation « dépistage VHB VHC VIH »

Service technique

Durant l'année 2024, le service technique, fort de ses 3 salariés (Djamila, Olivier et Augustin), a encore été très sollicité ! Signe encourageant, il a répondu parfaitement à la dynamique institutionnelle en s'engageant totalement au travers de nouveaux défis. Dans la continuité des années précédentes, l'équipe technique reste malgré tout confrontée à de nombreuses demandes qui nécessitent de prioriser ses actions et à solliciter des entreprises extérieures. Ci-dessous, vous trouverez une liste récapitulative de quelques chantiers réalisés en 2024.

CSAPA BLANNAVES



Service appartement

- Fabrication en menuiserie de 4 tables de cuisine pour renouvellement du mobilier des appartements.
- Mise en peinture de l'appartement « Le PROVENCE » et changement de luminaire.
- Réhabilitation du studio « Les CERISIERS » en peinture et remplacement de la kitchenette.
- Réalisation d'une dalle béton en prévision d'un abri à côté du boulodrome.
- Renouvellement du parc automobile avec l'achat d'une TOYOTA Yaris Hybrid.

Centre collectif

- Pose de détecteurs de présence dans les passages, la buanderie, l'atelier, la réserve alimentaire et la bibliothèque.
- Pose et paramétrage de cylindres électroniques aux portes des chambres.
- Nettoyage des espaces verts à 50 mètres de la propriété. Nettoyage, broyage et évacuation à la déchetterie.

Pôle administratif

- Restructuration R+1 du Siège de Blannaves avec la création d'un bureau de direction et la réalisation d'un espace photocopieur. Aménagement de ces espaces.
- Réalisation d'étagères et aménagement de placards dans la salle de réunion.
- Renouvellement des contrats de maintenance avec le prestataire informatique.
- Études en cours en vue de la mise en place d'un numéro de téléphone unique.

Perspectives 2025

- Réalisation d'une salle multi-activités.
- Mettre en conformité l'entrée au niveau du portail au siège administratif.

CSAPA et CAARUD LOGOS



Alès

- Remplacement d'une climatisation.
- Aménagement de l'infirmierie : réalisation d'un plan de travail et d'étagères de rangement.
- Interface avec le CCAS sur les futurs aménagements des locaux, la sécurité incendie et la sécurisation des accès.

Nîmes

- Elaboration et mise en place d'un cahier des charges, dans le cadre du nettoyage des locaux suite à la réintégration des salariés du R+2.
- Suivi des travaux de rénovation, en lien avec la directrice de l'association.
- Déclaration d'assurance lors des sinistres, mise en sécurité et remise en état.
- Pose et paramétrage de cylindres électroniques sur le site du CSAPA LOGOS Nîmes.

- Juin/Juillet/Septembre/Octobre : Aménagement des bureaux CSAPA LOGOS Nîmes R+2.
- Réalisation de menuiseries et d'étagères dans la salle de réunion au CSAPA LOGOS Nîmes R+2.
- Réalisation du carrelage dans le couloir du CSAPA LOGOS à Nîmes.
- Logistique et préparation des 50 ans de l'association.
- Aménagement et montage du mobilier pour les bureaux R+2 CSAPA LOGOS Nîmes.
- Achat en salle de réunion d'un écran numérique pour faciliter les formations, ZOOM etc.

CAARUD

- Achat et mise en place d'un écran interactif au CAARUD, dans le cadre de l'information sur la RDRD, différents événements et autres.
- Réaménagement des espaces en vue d'optimiser un meilleur accueil.

Perspectives 2025

- Réaménagement du pôle addictologie jeune au 31 rue notre Dame.

Solidarnet



- 1ère tranche de remise en conformité électrique et « relamping » bâtiment.
- Transport de mobiliers et aménagement des nouveaux bureaux de l'antenne de SOLIDARNET à Pont Saint Esprit.
- Étude et approvisionnements matériels pour réalisation d'un espace de confidentialité.

Perspectives 2025

- 2^{ème} tranche de remise en conformité électrique des locaux et signalétique.



Focus partenariats

bjectifs poursuivis

Afin d'apporter des réponses aux personnes sur son secteur, l'association s'inscrit dans le maillage territorial local. Ces partenariats s'illustrent au niveau :

Local/Départemental



AVENIR JEUNESSE

Travail de rue, sensibilisation des jeunes en chantier éducatif, animation des stands de prévention en milieu festif. Repérage et rencontre chez les familles désireuses de créer un premier contact avec nous. Réorientation sur la permanence CJP sur la maison de familles gérée par la Clède.

ARC EN SOI

Repas à thème et soirée jeux (consolidation de compétences psychosociales).

RESEDA

Mobilisation au sein du réseau addictologie (sensibilisation adultes ressources, référents CSAPA violence conjugale, forum santé).

VILLE D'ALES

Participation aux Etats Généraux de la santé. Permanence pause du soir gérée par le CCAS, réunions de concertation.

COLLÈGES ET LYCÉES

Actions de prévention, permanences et consultations CJC.

CODES

Participation COPIL interventions en milieu festif.

JUSTICE

Stage de sensibilisation + évaluation individuelle des participants et rencontre inter-équipes.

PHARMACIES

Programme d'échanges de seringues dans le bassin alésien.

MÉDECINE DU TRAVAIL

Rencontre inter-équipes et analyse de situation.

MICROSTRUCTURES

Consultation avancée, réunions et coordination avec les médecins généralistes et autres acteurs de santé et/ou du social.

Le Réseau d'Inclusion Numérique Gardois (RING)

EKKO aspire à créer une dynamique de collaboration entre les acteurs de la médiation numérique dans le Gard, grâce au soutien de projets territoriaux innovants :

- Contribution à la rédaction du schéma d'inclusion numérique « Gard numérique ensemble 2025-2027 »
- Kit des Envies Numériques : un ensemble d'outils pour accompagner les personnes en situation de fragilité numérique.
- SOS Médiateur Numérique : la structuration d'un réseau d'entraide entre professionnels de la médiation numérique.
- Partage ton Outil : la création de tutoriels destinés aux associations.
- Les Halles Numériques : la mise en place d'une marketplace numérique pour les artisans.

Régional et national

- Notre contribution à la Fédération addiction afin de porter la parole des usagers: la mobilisation de Marion Léonetti, en tant que déléguée régionale adjointe au sein de l'union régionale ; la participation de nos salariés aux travaux et formations proposées par cet organisme.
- Notre engagement au sein des réseaux et fédérations (Numérique en Commun, L'URIOPSS, FEHAP, l'ARDESS...).
- Des échanges inter associatifs et visites entre professionnels d'autres structures pour partager les expériences ainsi que des solutions.

Schéma des partenariats d'EKKO

SANTÉ



- CeGIDD de Nîmes
- Médecine du travail
- AIDES
- Pharmacies du Gard
- Maisons de Santé Pluriprofessionnelles
- Groupe SOS
- Centre l'Egrégoire

RÉSEAUX



- Collectivités territoriales
- Fédération Addiction
- RESEDA
- MDA
- 2PAO
- Groupe territorial du Gard
- CODES
- RING

JUSTICE



- SPIPP
- PJJ de Nîmes
- Maison d'Arrêt de Nîmes
- TGI de Nîmes et d'Alès

eX



PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



- ARS & Ville d'Alès
- CD 30
- CAF & CPAM
- MILDECA & Préfecture du Gard
- Missions locales
- ANCT
- Nîmes Métropole & Ville de Nîmes
- Banque des territoires
- Alès Agglomération

SOLIDARITÉ



- L'Espélido Vincent, ADPS)
- La Clède
- Habitat & Humanisme
- Croix-Rouge Française Château Silhol (pensions de famille)
- CAARUD ASUD Nîmes
- Groupe SOS
- Un Toit pour Tous
- SEP
- La Prévention spécialisée (samuel

INCLUSION NUMÉRIQUE



- Cofondateur du réseau d'inclusion numérique gardois
- Consortium d'acteurs : Développement de projets innovants
- Sollicitation de notre expertise par de nombreux partenaires publics et privés (AFPA, SOGA, fédérations ou réseaux...)



Ce qu'ils pensent d'Ekko

Témoignage d'un homme accompagné par le CSAPA Logos

« Ça fait quasiment 37 ans que je connais le centre Logos. J'ai été accueilli il y a 15 ans et demi pour des problèmes d'héroïne, de forte addiction. Et de là, j'ai toujours été suivi par eux. J'ai que du bien à dire sur eux. Voilà, moi j'ai connu Logos par rapport à une amie qui est aujourd'hui décédée, malheureusement du sida.

J'ai touché à pas mal de produits, héroïne, cocaïne. Le cannabis n'a jamais été trop mon truc. Surtout les produits puissants. J'ai commencé la cigarette quand j'avais 21 ans alors comparé à l'héroïne, c'est une sacrée différence.

Après, il y a eu la méthadone. Et quand je suis rentré à la méthadone, j'avais une peine de prison.

Au début, ils donnaient la méthadone, soit aux sidaïques, soit aux toxicos de plus de 50 ans. Ce n'était pas mon cas, j'avais que 22 ans. J'ai eu une peine de prison. Mon dossier a été mis en suspens. C'était la psychologue qui m'avait dit ça. J'ai dit oui, je sais pourquoi. C'est mon âge qui pose un problème. Après, elle m'a dit oui, c'est vrai, c'est un peu ton âge. J'ai eu une peine de prison, je ressors, c'était accepté direct.

Il fallait à l'époque avoir fait 5 ans, au moins minimum 5 ans de toxicomanie, avoir fait des cures que ça allait marcher. Donc, je rentrais dans tous les critères. Et là, après ma peine de prison, ça a été accordé.

Donc, ils m'ont dit que j'étais le plus jeune de France. Et c'était l'ancien directeur Jean-Paul GONOD qui m'avait appris ça. Et d'ailleurs, il venait me voir en prison.

Moi, du centre LOGOS, j'ai que du bien à dire, c'est tout. Et j'espère bien que ça continue comme ça, que je continue à venir ici. Ça me fait toujours plaisir, quoi. J'ai toujours été bien accueilli. Ils m'ont beaucoup aidé pour plein de choses pour soigner mon hépatite C. Ils m'ont fourni un appartement thérapeutique pour m'aider à sortir du centre-ville parce que je connais trop de monde. Et voilà, je continue à venir les voir. »

Témoignage d'une femme accueillie

« Quand j'avais 18 ans, je suis tombée directement avec un groupe dans l'héroïne. Le soir c'était tout le monde à l'hôtel avec sa dose d'héroïne. C'était injecté. Déjà parce que c'était le plus économique, et puis tu ne peux pas faire plus fort. Tout ce que je faisais, c'était l'injection. Alors que là maintenant, c'est ma vie entre groupes de toxicos ou les injecteurs, des fois c'est interdit de le faire, alors que le résultat, on se retrouve en postcure, on est tous logés à la même enseigne.

Après, je peux reconnaître que le geste est impressionnant, et encore, ils n'ont pas vu ça justement dans les années 80, quand il fallait être 3 avec un qui tenait le garrot, un qui poussait le piston et l'autre qui s'injectait. Eh ben je suis toujours là moi. Je ne vais pas me plaindre. Si je me dis être malheureuse de faire ça, ou mal délirée avec, j'aurais arrêté d'être là.

Il y a des gens qui me disent, tu joues avec la mort. En fait, non, je ne veux pas mourir parce que je vais pouvoir recommencer parce que c'est trop bon et pas envie de quitter le jeu. On m'a déjà posé la question, si je devais recommencer, est-ce que je recommencerais ? J'ai dit oui, j'enlèverais un quart, mais je recommencerais. Ben ouais, pour tous les bons moments, parce que... Moi, en fait, si je me défonce, c'est pour faire la fête, c'est pour être de bonne humeur, c'est pour discuter, pour être bien, c'est pour partager, pour aller voir des concerts, danser. Qu'est-ce que je ne ferais pas ? Je n'aurais pas laissé mon père me descendre comme il m'a descendue. »

Témoignage de deux participantes à l'AIA « À chacun son numérique » (présentée p.99)

Soulef et Aurélie sont interrogées par Aline Chollet, cheffe de projet de l'action.

Aline : Comment êtes vous venues à Solidarnet ?

Soulef : C'est mon assistante sociale qui m'a envoyée ici.

Aurélie : Moi, c'est par l'AIA de la Cantarelle.

Aline : Donc vous avez été orientées, mais c'est eux qui vous ont proposé ou c'est vous qui avez sollicité cet accompagnement ?

Aurélie : Moi je l'avais sollicité parce que je connaissais. Après, on a fait toutes les démarches pour que je puisse venir ici.

Soulef : Moi je ne connaissais pas, ils m'ont proposé ça, j'ai dit «d'accord».

Aline : Et qu'avez-vous trouvé à Solidarnet ?

Soulef : Déjà c'est bien d'être en groupe, ça aide un peu à voir du monde et on apprend énormément de choses.

Aurélie : Je rejoins Soulef, on y trouve aussi de la bienveillance et du respect. Ça m'a donné envie d'aller plus loin. En plus, on apprend dans la joie et la bonne humeur.

Aline : Et donc, qu'est-ce que ça vous a apporté ?

Aurélie : Pour moi, d'aller plus loin dans mes recherches avec le numérique.

Soulef : Oui, voilà.

Aline : Si vous deviez en parler à quelqu'un autour de vous ou si vous lui conseilliez de venir, que lui diriez-vous ?

Soulef : Déjà que c'est bien, que c'est ouvert et convivial. On y apprend à manipuler l'ordinateur, à y faire des démarches, on y apprend énormément de choses.

Aurélie : J'ai souvent l'occasion d'en parler dans mon quartier, à Roche-belle. Parce que beaucoup de gens ici cherchent ce type d'aide ; surtout les démarches administratives. Je leur dis régulièrement d'aller à Solidarnet.

Aline : Merci à vous deux.



Perspectives 2025

50 ans d'expertise au service du territoire et des populations

**Ekko au cœur de la
société, Ekko acteur
du « faire société ».**

Comme nous l'objectivions, si 2024 fut l'année de la confirmation puis du développement, 2025 se doit d'être celle qui le poursuivra voire l'accentuera !

Dès lors, notre responsabilité sera toujours d'affirmer notre présence, de renforcer encore notre utilité sociale, de participer à notre place à l'animation

d'un débat public, de positionner la santé comme la première des sécurités en interrogeant les raisons des consommations plus que la criminalisation des personnes, de porter la voix de ceux que l'on n'entend pas, d'influer sur les politiques publiques afin de répondre au mieux à l'augmentation continue des besoins et des demandes...

Ainsi, pour tendre vers cet objectif global, Ekko définit ses :

Défis 2025



- Répondre à l'augmentation continue des besoins et des demandes tout en s'adaptant au virage engagé par les politiques publiques (vision libérale, pas de moyens alloués, dérégulation du travail...).
- La prévention et le renforcement du pouvoir d'agir, œuvrer pour l'acquisition de compétences psychosociales : les collectivités aujourd'hui nous demandent de nous engager des programmes probants (dont les résultats sont prouvés par une évaluation scientifique).
- De nouveaux espaces pour accompagner les personnes : haltes soins addictions, aménagement et développement de notre parc immobilier,...
- L'accès aux soins notamment dans les zones rurales (les microstructures sont un début de réponse).
- L'absence de ressources médicales et de services de psychiatrie.

➤ La numérisation des services : interaction travailleur social et médiateur numérique pour un service public plus inclusif.

➤ L'attractivité du secteur social et médico-social : recruter et fidéliser des professionnels

Projets 2025



➤ Réécriture du projet associatif : renouveler notre engagement auprès des publics et innover

➤ Création d'un comité éthique pour soutenir la réflexion sur le questionnement éthique au cœur du travail social et réfléchir à des notions clés : dignité, intimité, vulnérabilité, liberté...

➤ L'accompagnement des jeunes (redynamisation des CJC) et ouverture du pôle addictologie jeune à Nîmes.

➤ Pérennisation du dispositif microstructure lors du passage dans le droit commun.

➤ Accueil de personnes vieillissantes en situation d'addiction (lancement des groupes de travail en mars 2025)

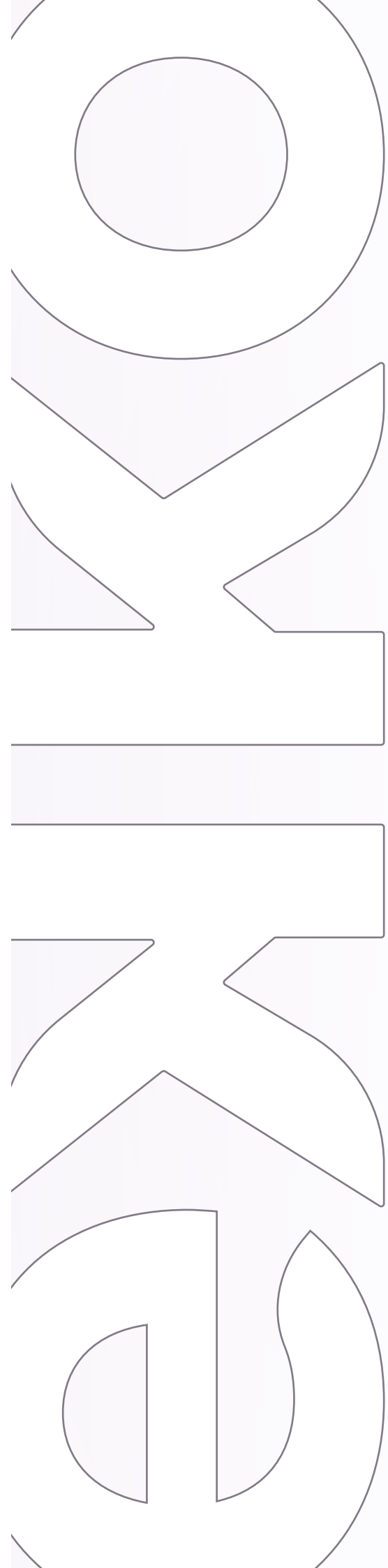
➤ Développement de l'inclusion numérique (antenne de Pont St Esprit notamment en émergeant sur d'autres dispositifs – politiques de la ville, seniors...)

➤ La numérisation de nos pratiques et le recours aux nouvelles technologies dans nos accompagnements (changement du logiciel métier et utilisation effective d'un dossier usager informatisé.)

➤ Poursuivre le plaidoyer en faveur des personnes accompagnées et participer à l'évolution des politiques publiques – RESEDA, FÉDÉRATION ADDICTION, RING (réseau d'inclusion numérique gardois) :

- Faire entendre la voix de ce que l'on n'entend pas, promouvoir la santé comme la première des sécurité...
- Contribution du RING à la rédaction du schéma d'inclusion numérique « Gard numérique ensemble 2025–2027 »

La liste est longue et non exhaustive mais nous aurons besoin de toutes les énergies pour mener à bien nos projets en comptant sur la plus-value apportée par nos salariés et leur engagement total car « Individuellement, nous sommes une goutte d'eau. Ensemble, nous sommes un océan. » Ryunosuke SATORO (écrivain japonais).





PRÉVENTION & SOIN EN ADDICTOLOGIE,
INCLUSION NUMÉRIQUE



www.ekko-asso.fr

CSAPA Blannaves
CSAPA résidentiel
551 Route de la Royale
30100 ALÈS
04 66 34 13 81
csapablannaves@apsa30.fr

CAARUD LOGOS
1 Rue Bec de Lièvre
30900 NÎMES
04 66 21 07 89
caarudlogos@apsa30.fr

Solidarnet
Service inclusion numérique
132 boulevard Talabot
30100 ALÈS
04 66 52 28 97
contact@solidarnet.asso.fr

CSAPA LOGOS
CSAPA ambulatoire
8 Rue Tédénat
30900 NÎMES
04 66 21 07 89
csapalogosnimes@apsa30.fr

Antenne CSAPA
ambulatoire LOGOS
36 Rue du Faubourg de
Rochebelle - 30100 ALÈS
04 66 91 08 75
csapalogosales@apsa30.fr

Antenne Solidarnet
20 boulevard Gambetta
30130 PONT-SAINT-ESPRIT
04 66 82 58 79
pse@solidarnet.asso.fr